

# Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



## SOMMAIRE

Contre les attaques des États! Contre la crise du capitalisme! Nous n'avons aucune autre solution que la lutte.....	2
Crise mondiale du capitalisme, Organisons la riposte!.....	3
L'horreur capitaliste continue.....	4
La classe ouvrière française en lutte contre les attaques de l'État capitaliste et ....la "réforme" des retraites.....	5
Leçons des luttes contre la "réforme" des retraites en France .....	6
Présentation de l'Adresse aux salariés, chômeurs, étudiants et précaires d'Europe.....	7
Adresse aux salariés, chômeurs, étudiants et précaires d'Europe.....	7
Grève sauvage des dockers au port d'Alger : le port est paralysé pour la seconde journée.....	9
Soulèvement au Maghreb - Solidarité avec les prolétaires en lutte.....	10
Égypte: Après Moubarak.....	11
Pour l'autonomie de classe des masses prolétariennes de l'Égypte et du Maghreb.....	12
Politique ordurière et crise en Italie.....	13
Réflexions sur le mouvement étudiant.....	14
Le mouvement se poursuit au Wisconsin.....	16
La crise économique frappe le prolétariat....les États impérialistes toujours à la curée!.....	17
Sur la composition et la recomposition de la classe Dans le contexte de la mondialisation du capital.....	18
Brève histoire internationaliste de la gauche communiste italienne.....	24

**Contre les attaques des États!  
Contre la crise du capitalisme!  
Nous n'avons aucune autre solution que la lutte.**

2011 va être une année effroyable pour les travailleurs partout dans le monde. Les plans d'austérité déjà annoncés dans les vieux pays capitalistes se succèdent. Les mesures d'économie dans les services publics poussent à supprimer de nombreux postes de travail ce qui va encore accroître le nombre de chômeurs et étendre la précarité.

En France, François Baroin, ministre du Budget et de la Réforme de l'État, a chiffré à 34 000 les nouvelles suppressions de postes prévues pour 2011. L'éducation nationale contribuera à elle seule à hauteur de 16 000 postes. Mais pour toutes les administrations la règle est celle du non remplacement d'un départ à la retraite, au total de 2011 à 2013, 100 000 suppressions de postes sont encore programmées.

Au Royaume Uni on attend un total de 330.000 emplois supprimés et dans ce pays aussi les services publics sont particulièrement touchés. Les syndicats (TUC) ont déjà recensé 50.000 emplois détruits depuis les annonces gouvernementales en octobre 2010 car 43 collectivités locales ont déjà annoncé de nouvelles suppressions de postes. Tous les États européens se trouvent dans cette situation.

Aux États-Unis, les États et les gouvernements locaux ont éliminé plus de 400.000 emplois depuis août 2008 et le mouvement s'accélère. En février 2011, les gouvernements locaux ont supprimé 30 000 emplois, principalement dans l'éducation.

Pendant deux décennies, tous les États ont appliqué des politiques de baisse de salaires, d'attaque contre la sécurité de l'emploi et d'intensification de l'exploitation en réduisant

la main-d'œuvre et en accélérant les cadences de production. Le transfert de la production dans les pays dits « émergents » a abouti à ce que le coût du travail soit tiré à la baisse. Ainsi dans les anciens États capitalistes où les travailleurs ont lutté et encore lutté pour l'obtention de prestations sociales et des assurances sociales pour les soins de santé pendant deux siècles, le niveau de vie diminue peu à peu chaque année. Le pouvoir d'achat des salaires est moindre aujourd'hui qu'en 1973.

Dans cette situation les travailleurs n'ont d'autre choix que de se battre mais ce qui est nouveau et remarquable dans la situation actuelle, c'est à la mondialisation des luttes à laquelle nous assistons.

Fondamentalement, les travailleurs du Grand Moyen Orient jusqu'en au Bangladesh en passant par la Chine jusqu'aux États-Unis et l'Europe ne peuvent plus continuer à vivre dans cette situation de pauvreté et le désespoir sans aucun avenir. Et c'est l'absence d'avenir qui a stimulé les grandes luttes qui ont eu lieu en automne en Europe, ainsi que parmi les étudiants en Grande Bretagne et en Italie (qui ont même failli jouer un rôle important dans la lutte contre la « réforme » des retraites en France).

Si (et seulement si) les travailleurs peuvent se battre ensemble et coordonner leurs luttes plus largement en les prenant en main eux-mêmes et de façon autonome dans tous les pays du monde, 2011 pourrait transformer les attaques sur les conditions de vie des travailleurs en une année porteuse d'un message d'espoir. Mais nous devons aussi être conscients des difficultés qui nous attendent car les capitalistes se préparent.

Janvier 2010

**Bilan & Perspectives – bulletin communiste**

**ABC-LIV  
118 – 130 Av. J. Jaurès  
75171 PARIS CEDEX 19  
france@ibrp.org**

Règlements :  
Chèque sans ordre Bilan & Perspectives

Parution début avril du livre de Damen :  
**BORDIGA, au delà du mythe.**  
*Validité et limite d'une expérience révolutionnaire.*  
10 € plus 2 € de frais de port commander :  
CP 1753 - 20100 Milano ITALIA

**Bilan & Perspectives  
Revue périodique  
Publiée par l'association « loi 1901 »  
Bilan & Perspectives**

**Dépôt légal mars 2011  
Imprimé par nos soins**

*La déclaration suivante est toujours pleinement d'actualité un an après, c'est la raison pour laquelle nous la publions dans ce numéro de la revue.*

## **Crise mondiale du capitalisme, Organisons la riposte!**

### **Une crise sans issue**

Voilà maintenant trois ans que la bulle des subprimes a éclaté, dissipant les illusions néo-libérales qu'une croissance économique illimitée était possible sur la base de manœuvres spéculatives financières. Tel un tsunami, les montagnes de papiers spéculatifs inondèrent l'économie réelle sur laquelle ils étaient autrefois basés et déclenchèrent une des pires crises de l'histoire du capitalisme. Les idéologues du capitalisme nous affirment que le pire est maintenant terminé mais nous pouvons être assurés que cela n'est pas le cas pour la classe ouvrière et les plus pauvres de cette société. Même le vol pur et simple de la richesse par une exploitation intensifiée de mille manières ne peut ranimer durablement un taux de profit qui, malgré des hauts et des bas, ne cesse de diminuer depuis plus de trente ans.

La bourgeoisie mondiale a répondu à cette chute du taux de profit par une attaque à l'échelle internationale contre les conditions de vie de la classe ouvrière. L'intensification de ses instincts rapaces l'a conduite à la spéculation financière et à l'endettement effréné ainsi qu'à la réduction des salaires vers des niveaux de simple subsistance.

Les travailleurs et les travailleuses de l'Occident ont du faire face à une perte du pouvoir d'achat des salaires et des revenus, la fermeture ou la réduction des grandes concentrations ouvrières, la fuite de secteurs entiers de production vers des pays où les salaires sont vingt fois inférieurs, sans réglementation légale des heures de travail et où les grèves sont plus ou moins bannies. Tout cela a causé une rivalité dans la quête de la main d'œuvre la moins chère et même la plus qualifiée. Enfin, il y a l'insécurité croissante de l'emploi, un instrument majeur pour forcer les travailleurs et les travailleuses à se plier aux exigences des patrons et de leurs profits.

### **Encore plus de misère pour la classe ouvrière**

Néanmoins, cet état de choses n'a pas permis de ranimer l'économie productive et encore moins les emplois et les salaires. La spéculation financière est la seule chose qui a été tonifiée par les océans d'argent que les gouvernements ont versés dans les banques, les compagnies d'assurance et les industries. Ainsi, la classe ouvrière et les plus appauvris de la société sont appelés à faire de plus grands sacrifices encore pour combler les déficits des budgets étatiques créés par la nécessité de sauver les institutions financières. La Grèce en est l'exemple le plus dramatique, mais elle n'est pas et ne sera pas le seul. Entre 2008 et 2009, les taux de chômage ont augmenté partout, particulièrement dans les économies avancées. Selon les statistiques officielles, le nombre de personnes ayant un travail, mais «risquant de tomber dans la pauvreté» s'est alourdi de 215 millions, tandis qu'un autre 100 millions de personnes se sont ajoutées au 1,5 milliards de «travailleurs vulnérables», c'est-à-dire ceux et celles qui occupent des emplois à

salaires minimal ou à très faibles revenus. Ce sombre portrait ne changera pas pour le mieux et le peu d'opportunités d'emplois disponibles dans le monde n'altèrera pas significativement la situation. En tout cas, reprise économique ou non, ce chômage ne se résorbera pas. Pour ceux et celles qui ne se retrouvent pas à la rue, l'avenir n'offre que plus d'exploitation, des cadences plus éreintantes, plus d'insécurité sociale, c'est-à-dire un autre tour de vis dans l'étau qui nous comprime depuis des décennies.

Malheureusement, jusqu'à maintenant, dans une très large mesure la riposte de la classe ouvrière n'a pas été à la hauteur. Cela a facilité, du moins en partie, les faibles et sporadiques signes de reprise économique; l'intensification de l'exploitation a donné un peu d'oxygène au grand corps malade du capitalisme.

### **La réponse de notre classe**

Bien sûr, il y a eu quelques exemples remarquables de lutte des classes – de véritables bouffées d'air frais – mais il s'agit d'épisodes décousus et sans suite qui n'ont pas réussi à unir des secteurs plus larges de la classe. De plus, lorsqu'elles ont eu lieu, les luttes se sont limitées à des revendications immédiates contre l'entreprise, c'est-à-dire des revendications sectorielles de type purement économique. Dans tous les cas, il n'y a pas eu de mise en cause du mécanisme capitaliste, puisque les programmes sociaux de l'État (jusqu'à maintenant, du moins en Occident) ont atténué les répercussions les plus féroces de la crise.

Même lors des épisodes les plus inusités de lutte, comparés aux pratiques syndicales de routine (séquestre de patrons, occupations de toits d'usines, etc.), il n'y a pas eu de critiques radicales des syndicats qui jouent pourtant si souvent un rôle majeur en assistant les patrons dans leurs attaques contre la classe ouvrière et qui sèment encore maintenant des illusions sur la possibilité de réformer le capitalisme en crise.

Ce qui nous manque (du moins en Occident) est la vieille locomotive de la lutte des classes (les grandes concentrations industrielles). Aujourd'hui, la classe ouvrière est dispersée et elle a été dépouillée depuis quelques temps de son identité de classe ainsi que de tout espoir d'une alternative au capitalisme (depuis la chute du faux communisme de l'URSS). Le prolétariat est la proie des confusions semées par les mouvements populistes de caractère raciste comme le Front National en France, la Lega Nord en Italie, le Parti Jobbik en Hongrie, le British National Party en Grande Bretagne ainsi que des mouvements similaires ici qui font porter le blâme aux immigrants et aux immigrantes pour tous les problèmes sociaux générés par les conditions de vie toujours plus précaires, renforçant ainsi les mécanismes de contrôle social du capitalisme.

Même lorsque les prolétaires rejettent la politique bourgeoise en s'abstenant aux élections, ils ne l'ont pas fait d'une façon organisée. Ainsi, l'abstentionnisme n'a pas encore pris une orientation anticapitaliste.

### **La voie à suivre**

Mais il y a toutefois une issue à cette sombre situation. En Grèce par exemple, la classe ouvrière a démontré qu'il était possible de s'opposer à la détérioration générale des conditions de vie imposées par les patrons et l'État, de même qu'à la spéculation capitaliste mondiale. Les prolétaires grecs ont mis de l'avant des formes de résistance immédiate à la base, certaines exemplaires, que même les médias bourgeois n'ont pas été capables de filtrer. Les prolétaires de tous les pays doivent s'inspirer et apprendre de l'exemple grec que l'opposition à l'offensive capitaliste est possible, en appliquant les leçons apprises là-bas à leur propre réalité. Nous devons avancer dans le sens de l'unité de notre classe et la conscience que nous avons absolument besoin d'une alternative au mode de production capitaliste. Nous devons ranimer les luttes à la base, auto organisées et immunisées contre les combines capitalistes, extérieures et opposées à l'encadrement syndical, au-delà des limites suffocantes des disputes centrées sur une seule entreprise ou un seul métier et mettre de l'avant la direction des luttes

par des organisations autonomes fondées sur la démocratie directe. Cette renaissance de la lutte des classes devra être guidée par un parti révolutionnaire international qui ne se limite pas à des revendications défensives et qui mettra en cause le capitalisme lui-même. Cela signifie aussi que nous devons nous opposer à toutes les guerres impérialistes sur la base du défaitisme révolutionnaire. Dans les usines, dans tous les lieux de travail et les quartiers, nous devons nous battre contre l'arrogance et la barbarie de la classe capitaliste et pour un autre monde, un monde meilleur.

*Déclaration de la Tendance Communiste Internationaliste  
— Premier mai 2010*

**Le Site Internet de la TCI  
Tendance Communiste  
Internationaliste :**

**[www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)**

### *Nucléaire*

## ***L'horreur capitaliste continue***

Après le séisme et le tsunami qui sont en soi des catastrophes indicibles au vue de leur ampleur, le monde va-t-il connaître une catastrophe nucléaire majeure?

Le séisme et le tsunami ont endommagé 7 réacteurs de deux centrales situées à 225 km de Tokyo.

Vendredi 11 mars le réacteur numéro 1 a vu ses générateurs de secours tomber en panne au moment du séisme, puis il a perdu le pompage d'eau de mer lorsque le tsunami est arrivé. Un certain nombre de phénomènes ont donc empêché le refroidissement des réacteurs et une violente explosion a alors eu lieu dans la partie supérieure du bâtiment où se trouve le réacteur.

Deux nouvelles explosions se sont produites dans la nuit du 15 au 14 mars au niveau du bâtiment abritant le réacteur 3 de la centrale nucléaire de Fukushima 1

Le réacteur N°2 semble désormais lui aussi en grave difficulté avec son système de refroidissement de secours qui selon une information donnée par la Tepco vient de tomber en panne à son tour.

Un autre problème est apparu dans la nuit de dimanche à lundi dans une centrale de la préfecture d'Ibaraki, à seulement 120 km au nord de Tokyo. Une pompe du système de refroidissement du réacteur n°2 de la centrale de Tokai est tombée en panne.

Aucun scénario n'est écarté même le pire si le Japon n'arrive pas à refroidir correctement les réacteurs.

Le capitalisme nous a appris depuis sa naissance où il « est né dans la boue et dans le sang » (Marx) qu'il était capables des pires vilénies. C'est dans la boue et dans le sang qu'il finira car il ne tient aucune importance à la nature et aux populations qu'il exploite pour les besoins de ses intérêts économiques et financiers. C'est toujours plus d'exploitation, un point c'est tout.

Le 14 – 03 – 2011

# France

*Cet article a été écrit en octobre 2010, il reste d'actualité. La vague de lutte en France a été suivie dans tous les pays contre les mesures d'austérité qui tombent les unes à la suite des autres dans tous les pays. Et dans cette situation les travailleurs n'ont d'autre choix que de se battre mais ce qui est nouveau et remarquable dans la situation actuelle, c'est la mondialisation des luttes qui se déroulent depuis le Grand Moyen Orient, jusqu'en Chine, Inde et même aux États-Unis ainsi qu'en Amérique Latine.*

## **La classe ouvrière française en lutte contre les attaques de l'État capitaliste et ....la "réforme" des retraites.**

La bourgeoisie française pour faire face à l'ampleur et à la gravité de la crise économique de 2008, comme toutes les autres bourgeoisies se doit d'attaquer durement les travailleurs pour combler les déficits abyssaux qu'elle a créés pour tenter de « sauver » son système moribond. La France a décidé de commencer par une attaque sur les retraites, alors que la Grèce et l'Espagne ont pris des mesures plus rigoureuses et globales. Après la France, vient le tour de l'Angleterre qui a choisi des mesures encore plus draconiennes.

En France, les syndicats (CGT, CFDT, SUD, etc..) ont déjà organisé 3 journées d'action au printemps 2010 contre la réforme des retraites, mais la hargne et la rogne des travailleurs ont obligé les syndicats tous unis dans une intersyndicale (rejointe cette fois-ci par FO) à organiser, à nouveaux dès septembre, 6 nouvelles journées d'action les 7 et 23 septembre et les 2, 12, 16 et 18 octobre). La mobilisation a été massive dans le pays puisque ces journées d'action n'ont pas affaibli la mobilisation bien au contraire ; elles ont rassemblé, chaque fois, plus de 3 millions de travailleurs à travers toute la France.

La hargne et la colère des travailleurs s'est également manifestée par l'organisation d'assemblées générales et de comités de grève pris en main par les travailleurs syndiqués ou non syndiqués. Dans de nombreuses villes et régions des minorités ont essayé d'organiser des assemblées générales sur les lieux de travail et en fin de manifestation comme cela s'est déroulé à Toulouse où, après la manifestation du 2 octobre, une assemblée générale s'est tenue avenue Jean Jaurès.

Une des caractéristiques de ce mouvement c'est que les revendications contre la réforme des retraites tentent de fédérer les autres mécontentements contre l'ensemble des attaques de l'État capitaliste ce qui lui donne plus de force. En effet, la misère, la précarité, l'exploitation, semblent ouvertement rejetées. La solidarité entre les différents secteurs s'est manifestée chez des minorités importantes. C'est la raison pour laquelle les lycéens et les étudiants se sont mobilisés. Ils sont également touchés par la peur du chômage et de la misère grandissante. C'est d'ailleurs ce surgissement des lycéens qui a fait le plus peur à la bourgeoisie car ils sont moins encadrés par les syndicats et

expriment plus directement une crainte de ce que leur réserve le système.

Pour l'instant, la classe ouvrière ne parvient pas à prendre réellement ses luttes en main même s'il y a des tentatives minoritaires et maladroites ici ou là avec la création d'assemblées interprofessionnelles réunissant tous les travailleurs d'une ville ou d'une région en dehors du cadre syndical. Toute fois, elle pousse de façon croissante l'intersyndicale, mais elle ne parvient pas encore réellement à s'organiser collectivement à travers des Assemblées Générales souveraines et autonomes et donc indépendamment des syndicats. Par contre, à partir du 18 octobre les actions brutales et les occupations des raffineries et de dépôts de pétrole n'expriment pas le devenir des luttes puisqu'elles ne sont pas menées directement et massivement par les travailleurs mais dans le cadre syndical notamment par la CGT et qu'elles ont permis au gouvernement de prendre des airs martiaux et de jouer les gros bras en disant qu'il allait prendre des mesures contre les blocages dans les raffineries et l'économie afin que "l'ordre soit garanti". Dès lors le gouvernement et les syndicats qui sont maîtres de ce genre d'actions et de manipulations, tentent d'éteindre le mouvement en le canalisant et l'épuisant dans des actions traditionnelles et bien encadrées.

### **Et maintenant ?**

Ce mouvement s'il n'a pas de devenir par rapport à la question particulière des retraites se déroule dans une situation particulière de crise du capitalisme et sous le coup d'attaques brutales et simultanées dans tous les pays. De ce fait il est plein de potentialités si on le met en perspective et dans la durée au-delà de l'attaque spécifique des retraites.

La classe dirigeante le sait puisque 2 nouvelles journées d'action « bidon » sont prévues par les syndicats le 28 octobre et 6 novembre pour continuer le sale boulot d'épuisement de la lutte. Les travailleurs doivent en profiter pour discuter en assemblée générales et construire leur réseaux et moyens de lutte afin de prendre de plus en plus en main leurs luttes dans la poursuite du mouvement contre les futures attaques qui ne vont pas manquer de survenir rapidement.

Aurélien, le 24-10-10

## **Leçons des luttes contre la "réforme" des retraites en France**

La classe dirigeante française, comme dans tous les autres pays est contrainte d'intensifier ses attaques économiques contre la classe ouvrière, afin de réduire ses déficits budgétaires. En France, les attaques en octobre 2010 ont pris la forme d'une réduction des pensions de retraite. Les premières manifestations syndicales ont débuté au printemps par trois journées d'«action». Les syndicats n'avaient pas bien mesuré la résistance des travailleurs. Ainsi, cette « réforme » (comme l'appelle pudiquement la bourgeoisie) a abouti à faire croître la colère des travailleurs ce qui a forcé les syndicats à créer une inter-syndicale avec tous les syndicats (FO a dû la rejoindre) et d'appeler à plus de 7 jours d'action en septembre et octobre. Contrairement à toute attente, ces mobilisations prévues bien sagement à 15 jours de distance parfois, ont attiré plus 3 millions de salariés et n'ont pas apaisé la colère de la classe ouvrière. En effet, de plus en plus de travailleurs - même si cela représente encore qu'une petite minorité - sont restés mobilisés malgré la volonté des syndicats d'user la volonté de lutter mais aussi ils ont également continué à organiser leurs propres assemblées générales ouvertes à toutes les professions, tous les travailleurs et les précaires.

Ce mouvement de lutte encore bien contrôlé par les organes de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière que sont les syndicats, a malgré tout généré un certain nombre de réaction manifestant une nouvelle volonté de lutter autrement pour les travailleurs.

Au début, certaines assemblées se sont tenues dans la rue à la fin des manifestations syndicales comme ce fut le cas à Toulouse, où la première assemblée s'est tenue sur l'avenue Jean Jaurès (ou sur les quais de la Gare de l'Est dans le nord de Paris à l'initiative d'une assemblée inter-professionnelle des cheminots de la SNCF). Il s'agissait de transformer ces manifestations habituellement « traîne savate » en moment d'action et de discussion pour réfléchir à comment s'organiser pour lutter plus efficacement en prenant la lutte entre leurs propres mains. La plupart de ces assemblées ne possédait pas encore cette claire volonté mais elles exprimaient cette recherche. La plupart des « assemblées populaires » ou « inter-professionnelles » dans de nombreuses villes n'avaient comme dénominateur commun uniquement l'idée qu'elles pourraient faire pression sur l'inter-syndicale. Grave erreur mais c'est un début de prise de conscience.

Cette lutte a connu d'autres caractéristiques notamment le début d'une prise de conscience que la lutte contre la "réforme" des retraites, n'était que le côté immergé de

l'iceberg et que la crise économique du capitalisme allait engendrer d'autres attaques économiques. Après ces attaques, il y en aurait d'autres et qu'il fallait s'opposer à leur intensification car elles se développaient déjà depuis quelques années avec une pauvreté croissante, l'augmentation du chômage, de l'insécurité des emplois et enfin de l'augmentation de l'exploitation dans les usines.

Le gouvernement de Sarkozy a pensé qu'il pourrait régler facilement cette réforme en l'isolant du contexte général. Mais les collégiens et les étudiants ont fait cause commune parce qu'ils comprennent que ces « réformes » sont également un attaque contre leurs conditions de vie futures. Ils voient bien que leur avenir est compromis. À certains égards, la révolte des étudiants a causé quelque panique car ces derniers ne sont pas contraints par les manœuvres syndicales, ils sont faiblement encadrés. Aujourd'hui les étudiants ne sont plus seulement une élite privilégiée comme par le passé, mais ils constituent un secteur important de la société étant des fils et des filles de la classe ouvrière.

Pour le moment, les assemblées générales n'ont pas encore donné naissance à un mouvement autonome plus large (les vacances de Noël ont donné au gouvernement une marge de manœuvre), mais le sens dégagé par cette solidarité active à l'intérieur et l'extérieur du pays gagne un peu plus de terrain. Si le futur du mouvement est d'aller de l'avant en 2011, ce sera d'abord par la création de comités de grève contrôlés par les grévistes avant de donner naissance à des assemblées générales. Toutefois, ces assemblées se doivent de rester ouvertes à tous les travailleurs quelque soit leur emploi ou leur entreprise et ils devraient s'étendre de proche en proche à partir des entreprises de leurs secteurs. Il y aura un réel combat en leur sein pour faire en sorte que ces assemblées restent ouvertes et ne soient pas dominées par les spécialistes habituels des manipulations et éteignoirs des luttes que sont de nombreuses variétés de syndicalistes, de trotskistes ou de stalinien qui vont tenter de régler les choses diplomatiquement avec des comités ad-hoc derrière des portes fermées.

Ces avancées sont déjà en elles-mêmes prodigieuses, elles fournissent la base vers une conscience plus vaste de la classe ouvrière qui ne peut émerger sans un nouveau parti et, finalement, un nouveau programme pour se débarrasser du capitalisme et son remplacement par la classe productrice collective pour contrôler les ressources qui devront être réparties par une société devenue enfin humaine,

\*\*\*\*\*

## **Présentation de l'Adresse aux salariés, chômeurs, étudiants et précaires d'Europe**

L'adresse que nous publions ci-dessous représente un gros effort lors des derniers jours de la lutte de l'automne 2010 de la part des participants de l'Assemblée générale inter-professionnelle (AG-IP) de la Gare de l'Est à Paris. Cette adresse se tourne vers la classe ouvrière internationale, dont les conditions de vie sont également fortement attaquées de la même manière que celles des travailleurs français. Cette adresse aurait eu une signification symbolique encore plus extraordinaire si elle avait pu être écrite dans la chaleur de la lutte en octobre avec tous les participants de l'AG-IP.

La lutte des ouvriers français est allée bien au-delà d'une bagarre au cours de la simple réforme des retraites, ils ont aussi lutté contre le monde que les capitalistes leur préparent. Sur le chemin de leur lutte ils ont trouvé les syndicats unis contre eux.

Par contre, il nous faut faire une critique politique à cette adresse. Elle affirme que ce sont les « *marchés* [qui sont] *sources de profits* », elle parle même de « *débouchés productifs* » ??? Non, la source du profit provient du sur-travail dans le processus de production, pas des marchés. Des « *marchés productifs de profits* » cela n'existe pas. Toute la valeur nouvelle et la plus-value sont créées par le travail des salariés, les marchés ne font que permettre de transformer cette plus-value sous une forme monétaire.

L'adresse est donc profondément contradictoire car, d'une part, elle souligne **très justement** que « *derrière la défense de l'économie nationale, chaque bourgeoisie nationale, chaque État, chaque patron essaie de réduire ses "coûts"*

*pour maintenir sa "compétitivité" »* et cela en n'ayant « de cesse que d'intensifier les attaques contre nos conditions de vie et de travail » (l'adresse cite aussi justement toutes les mesures d'austérité prises dans tous les pays pour garantir la « *compétitivité* » des capitalistes, c'est-à-dire leur capacité à extraire de la plus-value de façon rentable par rapport à leurs investissements), mais, d'un autre côté, elle tient un autre discours en affirmant que le problème principal n'est pas là mais qu'il serait dans la quête des marchés !!! Au bout du compte le lecteur ne sait plus ce qui est primordial. Est-ce le besoin de sauvegarder la rentabilité et la « *compétitivité* » des entreprises qui sont au centre des mesures d'austérité, c'est-à-dire l'extraction de façon rentable de la plus-value? Ou est-ce la découverte de marché? A cause de ces confusions, le lecteur ne comprendra plus rien aux réelles causes de la crise d'aujourd'hui. Pourquoi, alors que le problème principal pour le capitalisme serait de trouver des marchés, prend-il des mesures pour garantir l'exploitation et la rentabilité ce qui restreint les marchés ???

Nous ne pouvons en rester là avec cette adresse. Souligner ce grand et courageux effort de travailleurs en lutte ne serait qu'imparfait si nous ne leur rappelions pas que pour avancer dans les luttes, puis vers leur émancipation et enfin accomplir leur libération par la révolution, ils devront se regrouper tous dans et autour d'un parti communiste internationaliste qui synthétisera leurs expériences passées pour les féconder vers leur dépassement.

Aurélien, 22-12-02

## **Adresse aux salariés, chômeurs, étudiants et précaires d'Europe**

*Nous sommes un groupe de salariés de différents secteurs (cheminots, enseignants, informaticiens...), de chômeurs et de précaires. Pendant les récentes grèves en France, nous nous sommes réunis en Assemblée Générale Interprofessionnelle - d'abord sur le quai d'une gare (Gare de l'Est, Paris), ensuite dans une salle d'une Bourse du Travail. Nous voulions regrouper plus largement possible des travailleurs d'autres villes de la région parisienne. Parce que nous en avons assez de la collaboration de classe des syndicats qui nous menaient une nouvelle fois à la défaite, nous avons voulu nous organiser par nous même pour tenter d'unifier les secteurs en grève, étendre la grève et que ce soit les grévistes eux mêmes qui contrôlent leur lutte.*

## **A la guerre sociale des capitalistes Les travailleurs doivent opposer une lutte de classe**

En Grande Bretagne, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en France... dans tous les pays, nous sommes tous durement attaqués. Nos conditions de vie se dégradent.

En GB, le gouvernement Cameron a annoncé la suppression de 500.000 emplois dans la fonction publique, £7 milliards de coupes dans les budgets sociaux, le triplement des droits d'inscription à la fac, etc...

En Irlande, le gouvernement Cowen vient de baisser le salaire horaire minimum de plus d'un euro et les retraites de 9%.

Au Portugal, les travailleurs font face à un taux de chômage record. En Espagne, le « très socialiste » Zapatero n'arrête

pas de faire des coupes claires en tout genre dans les allocations chômage, les aides sociales et médicales...

En France, le gouvernement continue la casse de nos conditions de vie. Après les retraites, c'est le tour de la santé. L'accès aux soins devient de plus en plus difficile pour les travailleurs : toujours plus de médicaments déremboursés, augmentation des mutuelles privées, suppressions de postes dans l'hôpital public. Comme l'ensemble des services publics (Poste, EDF-GDF, TELECOM), l'Hôpital est démantelé et privatisé. Résultat : des millions de familles ouvrières ne peuvent d'ores et déjà plus se soigner !

Cette politique est vitale pour les capitalistes. Face au développement de la crise et de l'effondrement de pans entiers de l'économie capitaliste, ces derniers trouvent de moins en moins de marchés sources de profits pour leurs capitaux. Aussi sont-ils d'autant plus pressés de privatiser les services publics.

Cependant, ces nouveaux marchés sont plus restreints en terme de débouchés productifs que ne le sont les piliers de l'économie mondiale tels que le bâtiment, l'automobile, le pétrole.... Ils ne permettront pas, même dans le meilleur des cas, un nouvel essor économique salvateur.

Aussi, dans ce contexte d'effondrement, la lutte pour les marchés sera des plus acharnée pour les grands trusts internationaux. Autrement dit, ce sera une question de vie ou de mort pour les investisseurs de capitaux. Dans cette lutte, chaque capitaliste se retranchera derrière son État pour se défendre. Au nom de la défense de l'économie

nationale, les capitalistes tenteront de nous enchaîner dans leur guerre économique.

De cette guerre, les victimes sont... les travailleurs. Car derrière la défense de l'économie nationale, chaque bourgeoisie nationale, chaque État, chaque patron essaie de réduire ses "coûts" pour maintenir sa "compétitivité". Concrètement, ils n'auront de cesse que d'intensifier les attaques contre nos conditions de vie et de travail. Si nous les laissons faire, si nous acceptons de nous serrer encore la ceinture, ces sacrifices ne connaîtront pas de fin. Ils remettront en cause jusqu'à nos conditions d'existence !

Travailleurs, refusons de nous laisser diviser par corporation, secteur ou nationalité. Refusons de nous livrer cette guerre économique de part et d'autre des frontières. Battons-nous ensemble et unissons-nous dans la lutte ! Le cri lancé par Marx est d'autant plus d'actualité : **« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ».**

## ***C'est à nous les travailleurs de prendre nous même nos luttes en main***

Aujourd'hui, ce sont les travailleurs de Grèce, d'Espagne, les étudiants d'Angleterre qui sont en lutte et sont en butte à des gouvernements qui, de gauche comme de droite, sont aux services des classes dirigeantes. Et comme nous en France, vous avez à faire à des gouvernements qui répriment violemment les travailleurs et les chômeurs, les étudiants, les lycéens.

En France, cet automne, nous avons voulu nous défendre. Nous étions des millions à descendre dans la rue pour refuser purement et simplement cette nouvelle attaque. Nous nous sommes battus contre cette nouvelle loi et contre toutes les mesures d'austérité qui nous touchent de plein fouet. Nous avons dit "Non !" à l'augmentation de la précarité et de la pauvreté.

Mais l'intersyndicale nous a menés volontairement à la défaite en combattant l'extension du mouvement gréviste :

- Au lieu de briser les barrières de métier et de corporation pour unir le plus largement les travailleurs, elle a fermé les assemblées générales de chaque entreprise aux autres travailleurs.
- Elle a fait des actions spectaculaires pour « bloquer l'économie » mais rien fait pour organiser des piquets de grève ou des piquets volants qui auraient pu attirer d'autres travailleurs dans la lutte. Ce que des travailleurs et précaires ont fait.
- Elle a négocié notre défaite derrière notre dos, derrière les portes fermées des cabinets ministériels. L'intersyndicale n'a jamais rejeté la loi sur les retraites, elle a même répété et répété encore qu'elle était "nécessaire" et "inévitabile" ! A l'entendre, nous aurions dû nous contenter de demander à ses côtés "plus de négociations gouvernement-patrons-syndicats", "plus d'aménagements de la loi pour une réforme plus juste et équitable"...

**Pour lutter contre toutes ces attaques, nous ne pouvons compter que sur nous mêmes.** En ce qui nous concerne

nous avons défendu dans ce mouvement la nécessité pour les travailleurs de s'organiser sur leurs lieux de travail dans des AG souveraines, de se coordonner à l'échelle nationale pour diriger le mouvement gréviste en élisant des délégués révocables à tout moment. Seule une lutte animée, organisée et contrôlée par l'ensemble des travailleurs, tant dans ses moyens que dans ses objectifs, peut créer les conditions nécessaire afin d'assurer la victoire.

\*\*\*\*\*

Nous savons que ce n'est pas fini, les attaques vont continuer, les conditions de vie vont être de plus en plus difficiles et les conséquences de la **crise du capitalisme ne vont qu'empirer**. Partout dans le monde, nous devons donc nous battre. Pour cela, nous devons retrouver confiance dans notre propre force :

**Nous sommes capables** de prendre nos luttes en main et de nous organiser collectivement.

**Nous sommes capables** de débattre ouvertement et fraternellement, en "libérant la parole".

**Nous sommes capables** de contrôler véritablement la tenue de nos débats et nos décisions.

Les assemblées générales ne doivent pas être dirigées par les syndicats mais par les travailleurs eux-mêmes.

Nous allons devoir nous battre pour défendre nos vies et l'avenir de nos enfants !

Les exploités du monde entier sont frères et sœurs d'une seule et même classe !

**Seule notre union de par les frontières sera à même de jeter à bas ce système d'exploitation.**

Des participants de l'AG inter-pro "Gare de l'Est et Île de France"

Pour nous contacter : [interpro@riseup.net](mailto:interpro@riseup.net)



## Luttes dans le monde

*Depuis le moment où nous avons publié la brève ci-après sur les dockers du port d'Alger sur notre site internet, une série de grèves se déroulent sans arrêt dans les usines et les services publics en Algérie. Il y a eu également des grèves du personnel médical et dans le secteur de l'éducation nationale. Les chômeurs algériens ont aussi organisé des mouvements de protestation.*

*Début mars c'est les gardes communaux, les médecins généralistes d'Oran puis les greffiers des tribunaux, etc... qui se sont mis en lutte.*

*Le gouvernement qui craint des protestations du style de la Tunisie et de l'Égypte, lâche du lest et accorde aux travailleurs un certain nombre de leurs revendications.*

### Grève sauvage des dockers au port d'Alger : le port est paralysé pour la seconde journée

*« Pour la seconde journée consécutive, les activités du port d'Alger étaient hier (5 janvier 2011) à l'arrêt. L'intervention des représentants des travailleurs n'a rien apporté de nouveau, puisque les dockers ont décidé d'engager un bras de fer avec l'employeur sans se référer à leur représentation syndicale. Cette dernière semble ne plus contrôler la situation. »* (cf: [huttee://juralibertaire.over-blog.com/article-emeutes-a-oran-alger-etc-5-janvier-64391030.html](http://huttee://juralibertaire.over-blog.com/article-emeutes-a-oran-alger-etc-5-janvier-64391030.html))

Le nombre de dockers (1) en grève au niveau du port d'Alger a augmenté, selon des travailleurs rencontrés hier à proximité de l'Entreprise portuaire d'Alger. Au premier jour, soit mardi dernier, ils étaient une centaine de dockers à observer un arrêt de travail illimité. Pour cette seconde journée, le syndicat de l'entreprise semble ne pas contrôler la situation. En effet, les grévistes ont refusé de donner suite à leur appel pour la suspension de la grève lancé par leurs représentants syndicaux.

À l'origine de ce bras de fer enclenché par les dockers du port d'Alger, il y a les mesures concernant la compensation des heures supplémentaires et l'organisation du travail. Le texte stipule que «*la majoration des heures supplémentaires travaillées de nuit se fait sans cumul avec des repos compensateurs*» et que les agents ayant travaillé deux nuits «*bénéficient du paiement de la première nuit en*

*heures supplémentaires majorées à 100% avec l'attribution d'un jour de récupération pour la deuxième nuit*». Les heures supplémentaires exécutées les vendredis et les jours fériés demeurent payés à 100% et compensées par une journée de repos, conformément à la loi relative aux relations de travail, a soutenu, pour sa part, la direction générale de l'Entreprise portuaire d'Alger (l'Epal). Pour l'Epal, «*il est inconcevable que les dockers, en arrêt de travail, exigent d'être payés et aussi veuillent toucher une récupération pour toutes les heures supplémentaires même celles effectuées en dehors des vendredis et des jours fériés*». C'est, selon elle, contraire à la loi.

Les dockers grévistes contestent également la composition des équipes de manutention arrêtée conjointement avec la section syndicale pour toutes les catégories de marchandises. L'accord signé en juillet 2010 prévoit également la réduction de l'effectif des équipes de manutention par souci de se conformer aux normes de travail et de rendement. C'est suite à cela, d'ailleurs, que le syndicat d'entreprise du port d'Alger a affiché son opposition à la «*démarche unilatérale*» engagée par les travailleurs. Pour les cadres syndicaux de l'Entreprise portuaire d'Alger, «*il s'agit là d'un débrayage isolé et inexpliqué*».

(1) Le port d'Alger pour la partie gérée par l'Epal emploie près de 1100 travailleurs, dont 500 permanents, 160 contractuels et 336 journaliers. Il y a quelques années, elle employait quelque 3000 dockers et assurait près de 40% du trafic maritime national.

\*\*\*\*\*

*Ce texte a été rédigé quelques jours avant le départ de Ben Ali. Son départ est bien entendu une manœuvre de la bande de voleurs toujours au pouvoir à Tunis qui ne vise qu'à maintenir leur régime inhumain. Nous croyons donc que les lignes suivantes conservent toute leur actualité. En effet, les derniers événements, avec le départ de Ben Ali, montrent que la lutte ne doit pas s'arrêter pour ne pas se laisser avoir par les tentatives de mettre en place l'unité nationale de tous les partis bourgeois et «démocratiques». Les travailleurs doivent continuer la lutte pour unir tous les secteurs.*

## ***Soulèvement au Maghreb - Solidarité avec les prolétaires en lutte***

Comme d'habitude, les chiffres varient. Les manifestants affirment qu'il y a au moins cinquante morts, le gouvernement prétend qu'il y en a quatorze. Une chose est certaine: ces luttes spontanées, résolues et violentes ont suscité une répression encore plus déterminée et violente.

En toile de fond du conflit croissant en Tunisie il y a la crise internationale qui n'épargne personne, encore moins les pays les plus faibles économiquement. Les mêmes mouvements se développent en Algérie, tandis qu'en Égypte, au Maroc et en Jordanie, la situation est aussi grave sinon pire, même si elle n'a pas encore explosée. Plus spécifiquement, la colère qui a provoqué les manifestations de rue est dirigé contre le pouvoir dictatorial de Ben Ali, contre la corruption dans laquelle il baigne jusqu'au cou et contre la bande de voleurs assoiffée de pouvoir qui gravite autour de la figure du président. Cependant, plus fondamentalement, les manifestations ont été déclenchées par les facteurs jumelés de chômage et du coût élevé de la vie. Selon les statistiques officielles, le chômage s'élève à 14%. Or, le vrai chiffre est presque le double; le chômage chez les jeunes a atteint les 35 à 40%. Le second facteur, le coût de plus en plus élevé de la vie, fait que le salaire familial mensuel des travailleurs du secteur privé ou de l'État ne couvrira même pas les besoins de la première partie du mois. Partant d'un niveau de vie déjà peu élevé, les travailleurs font maintenant face à la pauvreté absolue. L'espoir pour l'avenir s'est évaporé. La réalité de tous les jours, c'est maintenant la faim et le désespoir croissant. Les prolétaires qui ont un emploi sont incapables de soutenir leurs familles, tandis que ceux qui sont tombés dans le cercle des damnés, n'ont que peu de chance de s'en échapper. Même la petite bourgeoisie voit son niveau de vie s'écrouler. Le secteur public, qui jusqu'à il y a quelques années assurait des emplois stables à long terme, réduit maintenant sévèrement sa main d'œuvre. Des employés du secteur public, des avocats et des jeunes diplômés sont à la rue et rivalisent avec l'ensemble des chômeurs pour le premier travail venu. Les licenciements dans le secteur public (avec le même genre de mesures annoncées ou prises au Royaume-Uni, en France, en Grèce, en Espagne, en Irlande et en Italie, etc.), la prolétarisation de la petite bourgeoisie, jumelés à une exploitation plus intensive dans les secteurs clés de l'économie, sont des signes tangibles de la sévérité de la crise et la raison de la révolte.

Les luttes sont apparues spontanément, c'est-à-dire sans direction politique et sans programme. Les syndicats (l'Union générale des travailleurs tunisiens – UGTT) ont été pris par surprise et ont dû tenter de rattraper la situation, déplorant d'abord la violence excessive de la police, puis du même souffle décrier les «excès» des manifestations spontanées, en appelant au calme et à la confiance dans la promesse présidentielle de créer 300 000 emplois. Avant ce tour tragique des événements, ils ne se préoccupaient de

rien d'autre que leur travail habituel consistant à verser de l'eau sur les feux brûlants de la résistance.

Les mesures répressives ont été brutales, alors que la police tire sur les manifestants. Il n'y a pas eu d'hésitation à faire feu à balles réelles, avec le but de tuer, car l'ordre venait de haut. Le gouvernement tunisien ne pouvait se permettre le luxe de tolérer les manifestations qui pouvaient s'étendre comme une traînée de poudre à travers tout le pays, même si ce genre de calcul ne fonctionne pas toujours et produit quelques fois l'effet contraire. Comme toujours, mais encore plus en temps de crise économique, l'impératif de l'État est la sauvegarde du capital à tout prix, en prenant tous les mesures nécessaires pour assurer sa survie et en convaincant les travailleurs, par tous les moyens à sa disposition, qu'il n'y a pas d'alternative aux sacrifices. C'est à prendre ou à laisser. Autrement, les armes de la répression s'abattraient lourdement, contre tout le monde, sans exception. Les quelques cinquante morts en sont la preuve dramatique (1). De plus, le gouvernement tunisien a employé une stratégie de criminalisation de la lutte. Ceux et celles qui ont pris la rue, qui manifestent, qui commettent des gestes de violence contre les objets et contre les intérêts généraux de la société – de ses lois et contre son capital — sont accusés d'être des terroristes à la solde de tout éventuel pays ayant intérêt à déstabiliser la Tunisie. Même ceux et celles qui font paraître des messages critiques et des photos sur Twitter ou d'autres médias sont arrêtés et muselés. C'est une tactique bourgeoise classique, toujours efficace, déjà adoptée en Europe par le passé et particulièrement en Italie. Elle est maintenant appliquée sous de nouvelles latitudes avec le même objectif: opposer toute forme d'opposition en l'identifiant au «mal» qui doit en soi être combattu par tous les moyens nécessaires, y inclus la violence.

Nous croyons que la lutte doit continuer à unir tous les secteurs. Elle doit mener à la création de comités de grève et de lutte pour montrer la voie aux travailleurs, aux travailleuses et aux sans-emploi de tout le monde arabe, de l'Algérie à la Syrie, et faire appel à leur solidarité. Tout cela est sans doute difficile et même probablement irréalisable vu le désert politique de la réalité actuel, alors que la désertification politique a atteint les vieux pays capitalistes de l'Europe et aussi des États-Unis. C'est la raison pour laquelle il est temps de concentrer nos efforts sur la création de l'avant-garde politique qui peut commencer à agir en tant que point de référence pour ces luttes, de manière à ce qu'elles ne s'épuisent pas dans la démoralisation ou la répression et qu'elles ne disparaissent sans traces. Il est grandement temps pour le prolétariat international, partout où il a été frappé, de la Grèce à la Tunisie, de l'Espagne à la Tunisie, du Royaume-Uni aux États-Unis, de prendre la voie de la renaissance de la lutte des classes, une voie qu'il devra voyager avec son avant-garde révolutionnaire. Sinon,

tout effort, tout désir de révolte restera englué dans l'orbite capitaliste, réprimé ou réabsorbé par le système dépendant de la ligne prise par l'organe qui défend ses intérêts de classe, c'est-à-dire l'État capitaliste. C'est ce que nous enseigne Ben Ali.

(1) Le bilan des morts est sans doute maintenant beaucoup plus élevé.

---

---

## Égypte: Après Moubarak

Le 10 février, alors que la rue se soulevait toujours au Caire et que la révolte se développait dans les autres villes, Moubarak entreprit une dernière manœuvre. Pour la énième fois dans un discours télévisé, il s'engagea à ne pas se présenter aux prochaines élections. Il se déclara prêt à accepter toutes les réformes et d'annuler toutes les lois anti-terroristes qui lui avaient permis jusque là d'éliminer physiquement et politiquement toute opposition, réelle ou imaginaire. Il ne fit aucune mention de sa démission, car son objectif était de superviser la transition vers un nouveau gouvernement qui devait être choisi au mois de septembre 2011, la date normale de la fin de son mandat.

Malgré ce discours, le 11 février, il fut contraint à remettre sa démission. Il conféra alors tous ses pouvoirs à son numéro deux, Suleiman, qui à son tour «passa le témoin» aux Forces armées égyptiennes, auxquelles tous les deux appartiennent.

### Tensions impérialistes

Ce fut alors la liesse dans la rue, mais la joie pour l'impérialisme américain aussi. Quoique Moubarak ait été un allié loyal pendant une trentaine d'années, les États-Unis ont cru bon de s'en débarrasser, après une période initiale de relative confusion à son endroit, et par rapport aux divers groupes d'opposition. Il n'y a là rien d'étonnant. La confusion initiale était d'une part due à la surprise, et d'autre part due à la volonté de résistance du «pharaon». Après quelques jours, Washington en est venu à la conclusion que leur vieil allié ne leur serait plus utile, ni fiable, et se rangea du côté du «changement», dans le but de maintenir un point de référence politique nécessaire au maintien de ses intérêts dans la région. À long terme, le type de gouvernement choisi, «démocratique» ou pas, était sans importance. Il ne manquait pas de candidats de relève, y inclut El Baradei, qui avait déjà annoncé son intention de se présenter. À court terme, la solution militaire semblait la plus prometteuse. D'abord parce qu'elle représentait la continuité, même si «le progrès vers la démocratie» était promise. Ensuite, parce que les Forces armées constituent l'organisation la plus sûre, du moins en ce qui concernent les dirigeants militaires américains.

Depuis des années, l'Armée égyptienne bénéficie d'une subvention régulière sous la forme d'aide américaine d'un montant de près d'un milliard et demi de dollars par année. Ses hauts gradés ont bénéficié de salaires élevés et d'avantages financiers qui ont créé une sorte d'oligarchie économique et militaire liée à l'impérialisme d'outremer sur lequel elle dépend pour tout. Sous Moubarak, avec l'appui américain et la participation énergique de la tristement célèbre police secrète (Mabhahit Amn al-Dawla al Ulia), l'Armée extermina toute opposition. Maintenant,

alors que la rue est toujours occupée, elle se présente, avec les mêmes complices qu'auparavant, comme une sorte de caution de la «démocratie» naissante, à la condition que les manifestations cessent, que la structure économique nationale ne subissent pas de contrecoups majeurs et que le cadre impérialiste demeure intact. La confirmation de cette situation ne se fit pas attendre. Le jour même où ils prirent le pouvoir, les dirigeants de l'Armée ont rencontré le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak. À cette rencontre, ils lui ont donné l'assurance que les ententes de paix existantes seraient respectées et que les deux pays continueraient à collaborer à l'intérieur des paramètres souhaités par Washington, comme par le passé. Enfin, confrontée aux premières grèves qui ont éclatées sur les docks de Suez, dans les usines textile de El-Mahalla El-Kubra (où la révolte du pain avait commencé en avril 2008), et dans d'autres villes comme Port Saïd, Ismaïlia, et Assyut, l'Armée pouvait, mieux que toutes les autres «institutions démocratiques», accomplir son travail naturel de répression comme elle l'a toujours fait. Il ne faut pas oublier que la gestion militaire de la transition comprend la suspension de la Constitution, la dissolution du Parlement et six mois d'état d'urgence qui interdit les manifestations et par-dessus tout, les grèves dans tous les secteurs de l'économie, sous peine à nouveau de faire face à la répression.

Tout changer, pour que tout reste pareil sauf les apparences, n'est qu'un leurre présenté à une population qui est au bout du rouleau, économiquement essoufflée et politiquement désarmée.

### Le caractère du mouvement

Cela nous amène aux manifestations. Bien entendu, lorsque les conditions initiales de famine et de désespoir deviennent insupportables, la rue s'agite et même le plus terrifiant des gouvernements peut disparaître en l'espace de quelques jours. Lorsque les masses se mettent en mouvement, les questions les plus fondamentales sont : la composition de classe de ce mouvement, comment il fonctionne et quels sont ses objectifs. En Égypte, tout le monde était dans la rue, comme il le devait. Il y avait avant tout des jeunes, les enfants de la petite bourgeoisie, des diplômés et autres personnes qualifiés, sans emploi et sans futur, tous en voie de prolétarianisation. Il y avait aussi des jeunes sans-emploi et des travailleurs précaires ainsi que tout le foisonnement de cette humanité sans rôle et sans métier, qui a pendant des années constitué la Cour des miracles du Caire et des autres grandes villes. La crise économique les a rendu encore plus pauvres et encore plus en colère.

Bien que la riposte prolétarienne simultanée se soit aussi manifestée dans les mouvements de la rue, elle s'est surtout

manifestée dans les usines de textile, les lieux de travail liés à l'activité commerciale et les ports de Suez et de Port Saïd. Il n'est pas fortuit que ni la presse locale, ni la presse internationale y aient consacré beaucoup d'espace. Tandis que le Conseil suprême des forces armées, par la voie de son porte parole Mohammed Hussein Tantaoui, annonçait la suspension de Constitution, la dissolution du Parlement et la fin de toutes formes de manifestations, il a fortement insisté, dans des termes ne laissant aucune ambiguïté, qu'aucune grève ne serait tolérée du fait de l'absolue nécessité de relancer l'économie nationale. Les institutions politiques peuvent être mis en cause, la dissidence peut être exprimée, les jeunes dans la rue peuvent être tolérés, mais la classe ouvrière doit demeurer fermement à son poste et poursuivre la production pour le bénéfice du capital, à des salaires de famine et dans les conditions les plus précaires de survie. Le mouvement de la rue exigeait la démission de Moubarak et la chute d'un régime répressif et corrompu. Il invoquait la démocratie et la liberté. Mais malgré le caractère exceptionnel de ces événements, tout reste dans le

cadre économique capitaliste et des divers regroupements qui sont institutionnellement bourgeois de par leur nature. Les alternatives offertes sont un choix entre une dictature et un régime militaire, entre une «démocratie» en uniforme et une autre en civil, entre un gouvernement religieux ou laïc, des options qui laissent intactes les rapports de production capitalistes. Ce sont ces mêmes rapports de production qui sont à la racine de la crise qui a causé les mouvements qui ont eu lieu dans la rue. Même si la vague de contestation qui est en train de dévaster les régimes du Maghreb et du Moyen-Orient a généré quelque chose de significatif à un niveau de classe, la lutte se doit de s'extirper du cadre capitaliste habituel, loin de l'actuel réformisme interclassiste, dans le but de s'engager pleinement sur la voie révolutionnaire qui vise à éliminer l'État bourgeois, peu importe les oripeaux dans lesquels il se drapé. Ce qui est requis est une rupture entre capital et travail. Autrement, tout ce sera comme avant, sinon pire.

FD

\*\*\*\*\*

*Avec la chute du régime Moubarak, un nouveau régime militaire à prétention démocratique est en selle au Caire. Le texte suivant a été écrit avant le départ du pharaon Moubarak, mais son analyse et ses conclusions conservent toutes leur actualité.*

## ***Pour l'autonomie de classe des masses prolétariennes de l'Égypte et du Maghreb***

### **La crise**

Les répercussions de la crise mondiale du capitalisme sont loin d'être résorbées/terminées. Les pays les plus faibles de la soi-disant périphérie du capitalisme souffrent de ses conséquences. Actuellement, ce sont les pays du Maghreb et du Moyen-Orient qui sont au cœur de la tempête. L'Égypte, présidé par le satrape (1) Hosni Moubarak, est un de ces pays. Moubarak est au pouvoir depuis 1981, et ce, sans interruption. Jusqu'à ce que la tempête actuelle se déchaîne, il préparait le terrain juridico-constitutionnel afin que son fils puisse lui succéder; comme si la république présidentielle égyptienne était une forme de monarchie absolue, avec le droit de succession familial.

Malgré une croissance annuelle du PIB de 6%, en grande partie due à la production pétrolière (pas énorme en termes absolus, mais suffisante pour satisfaire les besoins énergétiques domestiques) et le tourisme (le monopole des parasites de la cour présidentielle), l'Égypte a un taux de chômage officiel de 17%. En fait, les chiffres sont largement en dessous de la réalité ; au moins 30% de la population est, soit sans-emploi, ou est sous-employée. 70% des sans-emplois sont des jeunes, des travailleurs, des enfants de petit-bourgeois diplômés qui, il y a encore quelques années auraient certainement été assurés d'un emploi dans l'appareil gouvernemental. 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté; un seuil estimé à un revenu disponible de moins de deux dollars par jour. Un autre 20% de la population ne gagne pas beaucoup plus que ce montant et est constamment menacé de tomber sous ce niveau. La crise a encore plus mis en relief les faiblesses intrinsèques du «système» égyptien.

### **La riposte**

Les rues se sont remplies spontanément. On y retrouve un grand nombre de jeunes sans-emploi, des précaires, des enfants de travailleurs, des petit-bourgeois désillusionnés en voie de prolétarianisation et des désespérés en tout genre, sans métiers et sans diplômes. Bref, le mélange habituel de ce genre de situation. Les mots d'ordre lancés contre la dictature et sa corruption réclament du pain, du travail et la démocratie. Durant cette première période, les partis politiques, des Frères musulmans aux vieux staliniens, des divers vieux démocrates jusqu'à la nouvelle Association nationale pour le changement de Mohammed El Baradei, qui s'est précipité depuis sa résidence viennoise pour être solidaire de «son» peuple, étaient à peine visibles. La répression ne se fit pas attendre longtemps. Alors que l'armée lâchait le «pharaon» en déclarant que les manifestations étaient légitimes, le régime se tourna vers la police. Celle-ci laissa au moins 150 morts dans la rue, décréta un couvre-feu et bloqua tous les moyens de communication. Comme dans tous les régimes menacés, surtout là où les comportements répressifs et dictatoriaux sont la norme, la police accomplit son travail de boucher.

### **Les nécessités impérialistes**

La crise égyptienne, avec la crise au Yémen et en Jordanie, menace l'équilibre impérialiste déjà précaire dans la région. Face au gouvernement Moubarak en difficulté, Israël et les États-Unis, se pressent pour prendre position; autant Clinton que le Président Obama se sont distancés de leur vieux «satrape» qui leur coûte si cher. Ils finançaient les

Forces armées égyptienne à hauteur de 1,3 milliards de dollars par année. Pour l'instant, cela n'a pas changé. Les Américains entendent conserver une présence politique et militaire dans le bassin sud de la Méditerranée, tout en attendant le changement politique au sommet que la révolte de la rue a maintenant rendu inévitable. Washington voit déjà un substitut rassurant dans la personne propre et crédible d'El Baradei. Il est mis en avant dans un processus de changement qui laisserait les choses telles qu'elles l'étaient, tant sur le front domestique que sur l'alignement égyptien en matière de politique étrangère. Étant donné la fragilité de l'équilibre stratégique, cela exigera à tout le moins encore plus d'aide financière.

Le gouvernement Netanyahu a des inquiétudes impérialistes identiques, mais adopte une position opposée. Il est prêt à soutenir l'ancien régime par crainte qu'un nouveau inclue éventuellement les intégristes islamiques comme les Frères musulmans. Ces derniers déchireraient les Accords du Camp David de 1978, qui contiennent l'article historique reconnaissant le droit à l'existence d'Israël. Un tel geste rouvrirait un front sanglant qui ne serait pas une petite affaire pour l'impérialisme israélien.

### **Le futur ?**

Pour la classe ouvrière égyptienne, comme pour les travailleurs en révolte de tout le bassin méditerranéen, l'objectif ne doit pas se limiter à simplement renverser un régime dictatorial corrompu qui affame la majorité écrasante de la population. Ce n'est que le début de ce qui

est nécessaire. La prochaine cible de leur lutte doit être les mécanismes capitalistes qui ont produit tant de dévastation sociale et tant de pauvreté. Le départ d'un «satrape» peut laisser la place à un autre, ou encore ouvrir la voie à une solution démocratique mieux adaptée au rétablissement de la paix sociale qui pourrait gagner la faveur de plusieurs États capitalistes occidentaux. Mais une fois que la dictature tombe, plusieurs situations deviennent possibles. Parmi celles-ci, il y a la solution islamiste avec son lourd fardeau de réaction sociale et son anticommunisme viscéral. Tout résultat qui restera dans le cadre capitaliste ne servira qu'à conserver la domination d'un patron impérialiste, dans le cadre américain, sans s'attaquer à la véritable cause de la crise — le capitalisme — et sans résoudre aucun des problèmes que les masses laborieuses endurent. La grande révolte égyptienne et maghrébine s'épuisera et sera réabsorbée par le système, malgré tout le sang versé, si elle ne prend pas la voie de la lutte des classes, surmontant toutes les barrières de la bourgeoisie quelles que soient les formes qu'elles prennent. Dans ce processus, les prolétaires doivent devenir politiquement autonomes, en construisant leur propre avant-garde de classe avec leur propre programme de classe. Alors, et seulement alors, le ferment de révolte de toute la région, de Casablanca au Caire, d'Amman à Beyrouth, représentera une étape significative pour l'internationalisme prolétarien.

FD

(1) Un satrape était un gouverneur provincial ou un vice-roi de l'ancien Empire perse. Comme le texte le précise plus tard, Mubarak est le satrape des États-Unis.

---

## *Politique ordurière et crise en Italie*

### **Les patrons passent à l'offensive, tandis que leur gouvernement s'empêtre**

Les répercussions des crises politiques s'accumulent comme un fardeau supplémentaire sur le dos de la classe ouvrière, mais elles ont aussi l'habitude de rendre la vie plus difficile aux gouvernements. Cette crise ne fait pas exception, même si elle a des traits distinctifs. Le gouvernement Berlusconi est en si grande difficulté, qu'une nouvelle élection est possible, ou, comme l'opposition le souhaite, la création d'un gouvernement de transition. Sa majorité s'effrite, ce qui donne lieu à toutes sortes de manœuvres sordides à l'intérieur et à l'extérieur des couloirs du pouvoir. Nous devrions étendre un large et très charitable voile sur ces crapules – et pas seulement en termes politiques – de ce soi-disant gouvernement, pour pouvoir nous concentrer sur l'analyse des relations du pouvoir politique et économique qui sont à la base de la crise.

Comme toujours, la force motrice est économique. L'économie italienne est secouée par la crise économique comme un fétu de paille emporté par une rivière en crue. D'un point de vue capitaliste, le monde des affaires et de la finance attend de son gouvernement qu'il fasse son travail. En termes marxistes, la bourgeoisie italienne attend que son

instrument de domination politique - l'État, le gouvernement au pouvoir – relève les manches et commence à gérer la crise. Cela voudrait dire l'introduction de mesures pour faire revivre l'économie nationale suffoquée, lui permettant ainsi de faire de la concurrence ou même de survivre sur un marché mondial difficile, qui en est encore à panser ses plaies face à une crise économique qui refuse toujours de s'apaiser. Son espoir est que le gouvernement se manifeste enfin en intervenant dans la sphère bancaire, en vue de recréer les conditions normales dans le système de crédit où, même si la crise financière n'a pas été aussi dévastatrice qu'ailleurs en Europe, le profit a été pratiquement nul au cours des deux dernières années. Les banques ont sérieusement réduit leurs prêts à l'industrie et, dans certains cas, ont préféré prendre la voie de la spéculation, pénalisant ainsi encore davantage les «besoins» de l'économie réelle.

Mises à part certaines mesures symboliques, qui ont cependant mené à une lutte entre le gouverneur de la Banque d'Italie, Draghi et le ministre de l'Économie, Tremonti, rien de concret n'a été accompli. Le résultat est que la crise dans ce secteur perdure. Le vieil équilibre a été bouleversé et le système du crédit est devenu un terrain de bataille pour les fraudeurs habituels, avec l'arrivée de

«nouveaux» acteurs politiques qui se battent pour se séparer du secteur du crédit italien en zones d'influence (le cas d'Uni-Credit en est un exemple). Même si c'est dans un cadre différent, le même argument vaut pour l'économie réelle, qui a été encore plus dévastée par la crise, parce qu'elle souffrait déjà avant l'explosion de la bulle financière. Les chiffres et les faits qui sont répétés *ad infinitum* jusqu'au point d'exaspération en sont la preuve. L'effondrement de l'activité industrielle, les exportations dramatiquement réduites, le PIB aussi plat que l'électrocardiogramme d'un patient agonisant, la dette nationale qui a atteint des sommets incroyables pour un des pays productifs les mieux cotés du monde – telles sont les eaux sur lesquels le *Bel Paese* (le beau pays) doit naviguer. En outre, certains secteurs tels les chantiers maritimes, la sidérurgie et la métallurgie (la Fiat incluse) baignent dans des eaux encore plus troublées, dues à la crise et à la compétition particulièrement forte qui a toujours caractérisé ces secteurs économiques; sans compter le fardeau considérable des taux de profits progressivement moins élevés qui les affectent depuis maintenant quelques décennies.

Ici aussi, la bourgeoisie industrielle est en attente – avec toute l'intensité et l'anxiété imposées par la situation – d'une intervention gouvernementale de grande envergure qui répond aux trois problèmes majeurs qui doivent trouver une solution le plus tôt possible.

1. Le soutien financier de l'État doit être revu discrètement pour ne pas contrevenir ouvertement à la directive européenne par des baisses d'impôts pour les entreprises qui souffrent le plus, par des allègements fiscaux et des programmes de stimulation pour les compagnies qui acceptent d'investir dans les régions en difficulté et qui intègrent ces «objectif» dans leur plan d'ensemble. En fait, le gouvernement a déjà introduit une forme de mesure ad hoc, mais la façon dont elle a été appliquée jusqu'à maintenant est loin d'avoir satisfait les attentes des investisseurs et a, pour l'essentiel, maintenu le statu quo.
2. L'élaboration d'un nouveau contrat social avec le monde du travail – un accord qui permettrait à l'économie réelle de reprendre son souffle, de réaliser un profit et de rétablir la compétitivité «d'Italia Inc.» avec le capital international. En d'autres termes, L'attente est que les ministres concernés présentent une forme de législation qui fait en sorte que la relation entre capital et travail serait libérée de toute obligation résiduelle ce qui limiterait en quelque sorte le droit de regard. En termes clairs, un accord en faveur du capital, sans la gêne des syndicats, où le prolétariat est contraint d'entrer dans le rapport de production à un niveau de variable si dépendant qu'il n'est plus variable, mais d'un coût fixe le plus bas possible et toujours disponible – que ce soit en termes de durée de travail plus élevée, de flexibilité des heures travaillées, de la vulnérabilité au chantage comme résultat des contrats de courte durée, de la possibilité de licenciements sans justification, sans l'inanité des grèves, etc. Dans ce cas aussi, le gouvernement, par son ministre Sacconi (1) a annoncé certaines mesures mais, pour l'essentiel, tout reste à faire.

3. Traiter toutes ces mesures d'une façon qui ne mène pas à l'agitation sociale, en associant les syndicats au processus établissant un nouveau contrat social, sans lesquels il ne serait pas possible, ou à tout le moins beaucoup plus difficile à mettre en place. La crainte largement partagée dans le monde politique et le monde des affaires est que si l'objet d'un tel programme – le prolétariat, dont on s'attend à ce qu'il porte seul le fardeau entier de telles manœuvres – n'est pas suffisamment tenue en laisse, n'est pas suffisamment intimidée, s'il n'est pas mené à l'autel sacrificiel au nom du profit par une entité suffisamment reconnue (les syndicats), il se révolte et prend la rue, mettant ainsi fin au programme de redressement tant espéré et à la perspective de profits plus élevés sur les investissements présents et futurs. Il n'y a là rien de nouveau, si ce n'est l'intensité des sacrifices exigés et les perspectives sociales déjà incertaines qui ne sont à peu près jamais mentionnées. L'avenir, sous la forme d'un nouveau contrat social, dont rêve la classe dominante, aura un impact dévastateur sur une société déjà frappée par le chômage, la précarité, un accès retardé à la retraite et des difficultés croissantes que subit la jeunesse pour se trouver un emploi. Cela ne fera qu'exacerber la situation économique déjà précaire et toucher la qualité de vie du prolétariat. Au cœur de la tempête, il y a l'exploitation qui, si elle doit servir les intérêts du capital, doit être intense et absolue, sans «tergiversations» comme le diraient les paladins de cette nouvelle société en gestation.

### **La sordide scène politique italienne**

Peu, ou très peu, de tout ce qui est à l'ordre du jour de la bourgeoisie italienne est devenu une loi ou s'est concrétisé. Le gouvernement Berlusconi a été occupé par d'autres choses. Pendant que les anciens néo-libéraux faisaient appel à l'intervention de l'État pour tenter de sauver le navire, le Parlement et une bonne partie du gouvernement avaient d'autres chats à fouetter. Il est vrai que Sacconi et Tremonti au Trésor ont initié des mesures pour neutraliser les grèves et introduire un nouveau régime fiscal qui frappe durement les travailleurs. Mais de tels palliatifs ne suffisent pas dans le monde des affaires qui nécessite des mesures draconiennes (des réformes structurelles) pour satisfaire le besoin du capital italien aussi rapidement et efficacement que possible et mettre un terme à la question de savoir s'il y a toujours une majorité et de régler les problèmes juridiques du chef de l'État. Alors que la production industrielle est à son niveau le plus bas, que la dette nationale atteint des niveaux insoutenables, que les exportations ont été dépassées par les importations, que le chômage frappe presque 2,5 millions de personnes et que 700 000 travailleurs sont en «cassa integrati» (ont les allocations chômage c'est à dire mis à pied mais toujours sur les listes des entreprises avec un «salaire précaire») – le gouvernement de centre-droit a pris le risque, dans ce contexte économique désastreux, de provoquer une crise parlementaire sur des questions comme la loi sur l'écoute électronique, les affaires juridiques de Berlusconi et sur la Lodo Alfano (2). (à suivre)

Fabio Damen

Publié en italien dans *Prometeo* #4, novembre 2010

Notes du traducteur :

(1) Maurizio Sacconi, Ministre du Travail et des Affaires sociales.  
(2) Une loi de 2008, nommé pour le ministre de la justice de Berlusconi, Angelino Alfano. Votée pour accorder l'immunité aux quatre plus hautes fonctions politiques d'Italie (le Président de la République, les présidents du Sénat et de la Chambre des

représentants ainsi que le Premier ministre), elle fait suite à un décret similaire, la Lodo Schifani, déclarée inconstitutionnelle en 2004. La Lodo Alfano fut aussi jugée inconstitutionnelle, par la Cour constitutionnelle italienne en 2009.

\*\*\*\*\*

*Cette réflexion sur le mouvement italien (les mêmes réflexions peuvent être portées sur le mouvement étudiant en Angleterre) montre que les luttes actuelles quelles qu'elles soient -même si elles n'ont pas de mots d'ordre clairs- expriment autre chose qu'une simple bataille pour ses objectifs immédiatement apparents. Elles expriment une rage contre la vie que nous offre le système capitaliste pour notre vie demain. Mais la rage confuse ne suffit pas pour se débarrasser de système de misère qui ne fonctionne plus et nous offre que la misère, C'est sa destruction qui est à l'ordre du jour, Nous remercions l'effort de traduction de cet article effectué par des camarades de la revue **Controverses** (<http://www.leftcommunism.org/>).*

## Réflexions sur le mouvement étudiant

Une première constatation évidente : ce n'est pas l'entière « masse des manifestants » qui s'est affrontée aux forces de l'ordre sur la place del Popolo et sur la rue du Corso , mais, plus particulièrement, une partie de ceux qui se sont joints au rendez-vous du 14 décembre, déterminés à donner vie à une contestation forte et violente contre le gouvernement, l'État et à leurs défenseurs : les forces de l'ordre. De même, il serait aussi réducteur d'affirmer que les affrontements ont été le fruit des seuls Black-blocs et/ou de policiers infiltrés dans la manifestation.

La vérité est beaucoup plus simple que les prétendues manipulations pacifistes ou de la droite : maintenant il y a trois années et demi que la crise a éclaté, et les jeunes se rendent de plus en plus compte qu'on ne leur réserve aucun futur, et qu'il leur sera demandé de payer pour une crise qu'ils n'ont pas produite et qu'ils n'ont aucun outil politique ou syndical capable de représenter leurs préoccupations. C'est essentiellement le sentiment général parmi les étudiants, et il est évident que lorsque les *extrémistes* sont arrivés sur la place avec la ferme intention « *d'élever le niveau de la lutte* », la plupart d'entre les étudiants semblaient en mesure d'affirmer qu'ils n'avaient pas tous les torts, la plupart n'ont pu éviter de constater que deux heures de guérilla urbaine, une centaine de blessés, 23 arrestations, sont bien peu de choses face à la **violence** quotidienne que ce système décadent produit en terme d'oppression, de précarité, de licenciements, de désespoir, de misère et de guerres. Il ne faut donc pas s'étonner si parmi ces jeunes en colère une partie d'entre eux ait participé aux affrontements contre les forces de l'ordre.

La place del Popolo nous a offert un aperçu précis de la situation politique de la jeunesse prolétarienne et petite-bourgeoise actuelle.

- L'aile plus modérée, invariablement liée aux institutions et opportuniste (*Unis contre la crise-désobéissants*) pèse encore d'un grand poids, en particulier du point de vue organisationnel, bien que son

discours politique soit basé principalement sur la redistribution des revenus et le compromis avec les institutions parlementaires, il apparaît plus précisément, d'année en année, que ses paroles ne sont que du vent.

- La grande masse des étudiants est laissée complètement à l'abandon, privée de liens avec les traditions politiques du passé, incapable de se construire une identité propre, profondément effrayée d'un futur toujours plus sombre.
- La composante classiste du mouvement est extrêmement minoritaire et très souvent manque du courage de s'exprimer. En outre, nombre d'entre eux et de groupes organisés, bien qu'ayant une base en soi de classe, souvent la réprime dans la pratique politique quotidienne, se reposant sur la situation plutôt que de pousser à une opposition de classe. Nous saluons avec plaisir les tentatives de certains étudiants visant à s'extraire de l'ambiance estudiantine et de chercher une autre voie et d'autres préoccupations dans la réalité du travail. Il faut espérer que ces quelques faits se généraliseront et mûriront toujours plus dans un sens de classe.
- Les franges de l' « *extrémisme de gauche* » italien, sont composées d'ex-néo-vétérans-post-autonomistes, quelques ultras, de quelques staliniens et d'anarchistes. Ceux là – bien qu'ils prétendent raisonner en termes de classes et anticapitalistes – ont démontré avec encore plus de force leur incapacité à développer une analyse cohérente du présent, et par dessus tout, à avancer un projet crédible pour le dépassement révolutionnaire du capitalisme.

C'est en particulier sur ce dernier terrain que le 14 s'est imposé et, par le seul moyen d'aller à l'affrontement, a cherché à apporter sa contribution à la « reprise de la conflictualité antagonique » en Italie. Affirmant notre solidarité inconditionnelle envers les 23 emprisonnés et les

jeunes blessés, nous tenons à développer quelques réflexions utiles au futur et positif développement du mouvement contre les attaques et la crise.

- Les mots d'ordre mis en avant dans le mouvement sont inadéquats : il ne suffit pas d'être contre Berlusconi et ses ministres, contre les forces de répression bourgeoises et contre la police. La question est bien plus ample. Ce que la rue doit exprimer c'est la nécessité que le conflit s'étende avant tout sur les lieux de travail, hors et contre la logique syndicale. La perspective que le mouvement devrait se donner c'est celle du dépassement du capitalisme et de sa crise, la perspective du communisme.
- Il ne sert pas à grand chose de manifester devant le parlement quand celui-ci est le comité de défense des intérêts de la classe dominante : le mouvement devrait se poser fermement la question de se tourner vers les banlieues (faubourgs) et de s'adresser aux prolétaires touchés par la crise pour développer la lutte des classes, à partir des lieux de travail et du pays, cela seul pourra mettre en discussion le capitalisme et sa crise.
- Ce n'est pas à travers les affrontements de rue en soi - comme celui de l'antifascisme militant - que s'élève le niveau de conscience de classe, mais plutôt en dénonçant l'exploitation, les mesures d'austérité et la violence auxquels recourt la classe dominante pour résoudre les problèmes résultant de sa crise.
- Tant que la perspective de la lutte des classes et de la nécessité de dépasser le capitalisme ne sera pas

clarifiée, toutes les formes de conflit y compris les affrontements avec les forces de l'ordre bourgeois ne pourront que s'enfermer dans une optique de réforme du système. Créer des affrontements violents ne signifie pas en soi être révolutionnaires, mais peut signifier aussi qu'on utilise des moyens violents pour imposer des réformes (“*in veste radicale*” (1)) du système indépendamment des intentions subjectives.

- La violence est immanente au système, mais c'est une chose que de défendre un cortège, défendre une lutte, être déterminés à réaliser un objectif anticapitaliste - dans ce cas la « violence » de la rue est partagée -, c'est autre chose que de créer des affrontements pour parvenir symboliquement devant le parlement.
- En absence d'une intervention de l'avant garde communiste, la colère qui bouillonne confusément - surtout dans les nouvelles générations - et la généreuse flamme de la révolte sont destinées à être récupérées-réprimées par le système, sans pouvoir accomplir l'indispensable saut qualitatif anticapitaliste.

Nous, communistes internationalistes, avons été et serons toujours dans les luttes pour élever le niveau de la lutte de classe et de la conscience révolutionnaire du prolétariat jusqu'à ce que cet infâme système soit dépassé une fois pour toutes.

(1) expression italienne : « du radicalisme réformiste »

---

*Le tract publié ci-après a été distribué dans le Wisconsin par nos camarades. Les luttes aux États-Unis sont d'une importance capitale. Elles se sont rapidement développées dans les États voisins de l'Illinois, de l'Ohio et de l'Iowa. Depuis les luttes des fonctionnaires se poursuivent dans l'Indiana, la Pennsylvanie et le New Jersey contre des assemblées locales ou des gouverneurs républicains issus des dernières élections. Ces luttes viennent souligner que les attaques contre les conditions de vie des travailleurs, suite à la crise du capitalisme, sont les mêmes dans tous les pays. Leurs réponses sont unanimes, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, etc.... Ils refusent de payer les conséquences de la crise économique du système capitaliste. C'est tous unis qu'ils doivent détruire ce système qui sème la misère et la mort.*

## ***Le mouvement se poursuit au Wisconsin***

Depuis six jours, le Wisconsin est ébranlé par des manifestations regroupant des dizaines de milliers de travailleurs. La semaine qui vient sera probablement marquée par de nombreux nouveaux «sickouts» (1) de la part des employés de l'État ainsi que des enseignants et des enseignantes. Mary Bell, la dirigeante du syndicat de l'enseignement, le Wisconsin Education Association Council, a ordonné le retour au travail des enseignants et des enseignantes. Pour faire passer la pilule, elle a aussi enfin laissé tomber son appui aux écoles privées de Milwaukee, le morcellement du district scolaire, la fin de l'ancienneté et le «salaire au mérite». Ces régimes de méritocratie salariale impliquent la plupart du temps que personne ne reçoit d'augmentation. À travers l'État, des

grèves étudiantes très suivies ont éclaté dans les highschools (2) et dans les universités contre les compressions de postes dans l'éducation.

La direction de l'AFL-CIO (3) a déclaré que le maintien du droit de négociation était le seul enjeu de la lutte, laissant de côté toutes les attaques anti-ouvrières du Bill SB11. C'était tout à fait prévisible. Si les syndicats s'assurent le maintien du droit de négociation, ils pourraient déclarer «victoire» et ordonner le retour au travail. Pour maintenir leur contrôle, toute une parade de personnalités bourgeoises a été invitée à prendre la parole lors des manifestations (Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, Jesse Jackson, etc.).



Mais les aspirations des syndicats pour conserver leur place à la table des négociations et celles des travailleurs sont fort différentes. Les salariés qui s'engagent dans ce mouvement le font avec une vision obsolète des syndicats, largement due au fait que peu de prolétaires ont un contact réel et prolongé avec ces organisations. Ils croient encore que le syndicat est à leurs côtés. Le Parti Démocrate (PD) se bat pour conserver sa base politique, tandis que l'autre parti bourgeois, le Parti Républicain veut récompenser ses amis fortunés par des baisses d'impôts, aiguisant ainsi la crise budgétaire et attaquant la masse des salariés de l'État qui est aussi la base du parti bourgeois rival, le PD. Toute l'affaire a été une aubaine pour le PD et les syndicats, car elle leur permet de se poser en défenseurs de la classe ouvrière. Cependant, les syndicats ne contrôlent pas tout dans cette lutte, notamment les «sickouts» constants des professeurs et les grèves étudiantes.

Les salariés veulent se battre, mais les syndicats veulent négocier. Les travailleurs comptent sur les syndicats pour se protéger et maintiennent des illusions sur la nature réelle de ces organisations. Il n'y a donc pas eu d'expression de mécontentement autonome contre plusieurs clauses anti-ouvrières du bill, vu l'accent mis sur le recul du droit de négociation collective du syndicat. Le bill a plus de 140 pages et s'attaque à beaucoup plus que la question qui préoccupe l'appareil syndical. Il contient toute une série de mesures réactionnaires en ce qui concerne l'assurance-maladie et toute une série d'attaques dans le domaine de l'éducation. Apparemment, malgré des assurances antérieures du contraire, les policiers et les pompiers seraient aussi touchés par certaines de ces mesures. Il n'y a pas eu de grève du secteur public ici depuis 1975, lorsque les enseignants et les enseignantes de Madison ont déclenché une grève illégale pour le droit de former un syndicat.

Le Gouverneur pourrait même céder quelque peu sur la question de la négociation collective et les syndicats seraient satisfaits, les capitalistes seraient satisfaits aussi et ainsi toutes les factions bourgeoises pourraient prétendre à la victoire. Les salariés subiraient alors de nombreuses compressions dans leurs acquis sociaux et retourneraient au travail en entendant dire qu'ils ont gagné, mais ils y retourneraient sachant qu'ils ont perdu. Les leçons qu'ils

pourront tirer de ces événements ne pourront être acquises qu'à leur fin.

Vendredi dernier, des travailleurs et des travailleuses ont commencé à affluer des États environnants. Tous les médias importants avaient des équipes sur place, même Al Jazeera. Les services d'ordre syndicaux, portant des vestes orange et même des toilettes portables furent mobilisés... Les groupes de «gauche» étaient visibles, plus à la manière d'un spectacle forain avec leurs banderoles et leurs drapeaux, que par leur contenu politique. Il y a un grand vide que ces groupes n'arriveront pas à combler. En ce sens, un noyau de militants engagés, mettant en avant une perspective révolutionnaire durant les événements et faisant appel à mener la lutte à l'extérieur du cadre syndical, pourrait donner une direction politique à un nombre conséquent de prolétaires.

Cette lutte ne doit pas être sous-estimée simplement du fait qu'elle prend la forme d'un spectacle organisé par la bureaucratie du Parti Démocrate et de l'AFL-CIO. Au delà des apparences, il y a de véritables enjeux de classe qui sont, comme on pouvait s'y attendre, enfouis sous le manteau du syndicalisme, sous les discours des «droits» et sous les sottises «progressistes» du Parti Démocrate. Les mesures d'austérité représentent une réduction nette de 16 à 20% du revenu; les salariés savent qu'ils ne peuvent pas l'accepter.

Des événements comme ceux-ci font que les travailleurs et les travailleuses commencent à réfléchir à leur propre rôle politique. Ceux et celles qui n'avaient jamais eu réellement à s'inquiéter de leur gagne-pain auparavant, sont maintenant confrontés à une réalité qui ne peut être ignorée. Dans un pays où les manifestations, lorsqu'il y en a, portent habituellement sur des questions extérieures aux États-Unis, nous voyons enfin des prolétaires manifester sur des problèmes qui les touchent directement, et cela par dizaines de milliers.

ASm — Lundi, le 21 février 2011

(1) Grève où tous les employés prétendent être malades le même jour.

(2) Écoles secondaires au Québec, lycées en Europe.

(3) La plus grande des centrales syndicales américaines

---

## L'impérialisme

### *La crise économique frappe le prolétariat... les États impérialistes toujours à la curée!*

Nos yeux sont braqués sur la vague de révolte mondiale contre la cherté de la vie et l'augmentation des prix des produits de première nécessité. Mais, dans le même temps, la crise économique pousse encore plus les grandes puissances à avancer leurs pions partout dans le monde.

Le Président Sarkozy avait promis de rompre avec les vieilles pratiques de la "Françafrique"? Qu'en est-il? Wikileaks a fait paraître des mémos des diplomates US disant que:

« Les Français accueillent favorablement l'extension de la présence américaine en Afrique comme moyen de

contrebalancer l'expansion régionale de la Chine. » Ainsi la nouvelle politique française « peut donner aux États-Unis des occasions d'étendre leur influence en Afrique sans rencontrer de résistance ni d'interférence de la France », relève un autre télégramme. Sans ambiguïté et sans fard, les luttes d'influence entre la France, les États-Unis et la Chine sont étalées et dévoilées au grand jour, malgré toutes les grandes déclarations d'amitié, devant tous ceux qui douteraient encore du rôle des États impérialistes dominants dans le monde. Et encore ces derniers oseront nous parler d'humanitaire!!!!

## En Côte d'Ivoire, mascarade électorale et bain de sang

Au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010, le pays se réveille avec deux «présidents» à sa tête. Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur par la commission électorale (la CEI) et par l'ONU avec 54% des voix ; Laurent Gbagbo a été désigné victorieux par le Conseil constitutionnel ivoirien avec 51,4% des voix. Voilà le tableau. Mais qui croirait que cette situation est possible sans que les ficelles ne soient tirées ailleurs puisque comme Ben Ali ou Moubarak tous ces homes politiques ne sont que des fantoches qui se vendent aux plus offrants et parfois à plusieurs États impérialistes dominants.

La bataille qui fait rage au Conseil de sécurité de l'ONU entre les partisans de Gbagbo et ceux de Ouattara sont très révélateurs.

Laurent Gbagbo est défendu par la Chine et la Russie et le second par les États-Unis, la Grande-Bretagne et en partie par la France (1). La France en tant qu'ancienne puissance coloniale et du fait que la Côte d'Ivoire a toujours été considéré comme sa "vitrine" en Afrique, est très mal placée pour prendre partie pour un des protagonistes qui ensuite doit redevenir son affidé. Elle a tout à y perdre alors qu'elle est déjà affaiblie.

De toute façon, l'Afrique reste un repaire de brigands tous les États appellent à la «retenue» et pour la «paix», mais ils fournissent en coulisses conseils et munitions.

En France, Alassane Ouattara était qualifié de « pro-américain », mais depuis quelques temps il a réussi à tisser des liens avec l'Élysée. En même temps, il a gardé de solides amitiés avec les milieux américains notamment au sein du FMI dont il fut un vice-président. Au niveau de l'Afrique, Ouattara peut compter (formellement) sur de nombreux soutiens en Afrique de l'Ouest et sur l'Union Africaine. Quant à Laurent Gbagbo, l'Angola demeure son plus grand fournisseur d'armements et, sur le plan diplomatique, il peut s'appuyer sur l'Afrique du Sud qui fut

son soutien notamment lors de sa confrontation armée avec la France en 2004.

Pendant ce temps, les populations se font massacrer au nom d'intérêts qui les dépassent!

## En Tunisie et au Moyen Orient.

L'attitude des grands requins internationaux par rapport à une intervention hypothétique en Libye est caractéristique des enjeux impérialistes de la zone : le contrôle du pétrole et du canal de Suez. Leur soi-disant "attentisme" est éloquent. Le tremblement de terre que nous connaissons dans les pays du Grand Moyen Orient les inquiète uniquement pour leurs intérêts économiques en danger. Ces grands États misent toujours sur la stabilité. Ils préfèrent des "satrapes" à leur bote que l'inconnu.

Ils font bonne figure, ils se réjouissent de la "démocratie" retrouvée par ces peuples. Hypocrites! Les grands États ont soutenu les pires dictateurs sanguinaires en les faisant passer pour "convenables". Maintenant qu'ils sont devant cette nouvelle situation, ils agissent en coulisse pour tirer profit de la nouvelle configuration;

Il est clair que personne n'interviendra en Libye tant que le bain de sang ne sera pas consommé de façon importante. Comme Churchill qui préférait que l'Italie "mijote dans son jus" en 1944 et qui a attendu sur la "ligne gothique" 8 mois pendant que la soldatesque allemande faisait taire les grèves ouvrières de l'Italie du nord, nos va-t-en-guerre comme Sarkozy vont pérorer dans les couloirs de l'ONU. En attendant la flotte américaine prend position en Méditerranée orientale (2) et la France se propose pour tirer avantage du drame humain qui se déroule sous nos yeux.

Le capitalisme ne perd pas ses droits, sa solution demeure bien la guerre généralisée quand la crise économique frappe durement!

Aurélien

(1) Les sociétés Bouygues, Total, Bolloré, etc... sont très liées avec le clan Gbagbo or ce sont les structures principales de la Françafrique.

(2) Un porte-avions chinois et iranien se trouvent dans cette zone ce qui est nouveau

---

*Nous publions ici un texte tiré de **Prometeo** no 6, VIe série, paru en décembre 2002. Il traite des effets des changements dans la structure du capitalisme sur la composition de la classe ouvrière et ces conséquences politiques. En particulier, il révisé les prédictions d'un texte écrit il y a dix ans, dont la traduction anglaise est parue dans **Internationalist Communist Review** no 12 (l'ancien organe central du Bureau international pour le parti révolutionnaire devenu par la suite **Internationalist Communist**), sous le titre « Where is the working class? ».*

## *Sur la composition et la recomposition de la classe Dans le contexte de la mondialisation du capital*

Ce n'est pas une tâche facile de répondre à la question «pourquoi le prolétariat jusqu'à présent n'a pas donné des signes significatifs de réponse à la crise actuelle», à l'exclusion de quelques importants mais sporadiques épisodes de luttes de classes. Il s'agit d'un problème important et peut-être l'un des plus essentiels que doivent résoudre les révolutionnaires. Nous devons développer

notre compréhension de ce phénomène pour être véritablement et efficacement équipés de façon pratique pour l'action concrète. Il est aussi important de s'armer contre les miasmes mortels de l'épuisement, de la sensation d'impuissance, de la tentation de se replier sur soi-même et la découverte présumée de raccourcis (inexistants) qui

surgissent sans arrêt du marais dans lequel la lutte de classes semble s'être temporairement embourbée.

Naturellement, c'est un problème qui doit être conceptualisé dans le cadre mondial, parce que le capitalisme – depuis longtemps – est le mode de production dominant à l'échelle de la planète; les changements profonds qui sont intervenus dans les dernières 20 années, qui sont communément et erronément appelés « mondialisation », ont raffermi l'emprise du capitalisme sur la planète. Pire encore, dans son insatiable soif de profits, le capitalisme met les mains, si ce n'est déjà fait, sur les ressources essentielles de tous les modes d'existence et les transforme en marchandises, redonnant ainsi un second souffle à son taux de profit. Cela ne signifie aucunement que nous nous sommes soudainement convertis à la théorie futile et inconsistante d'un soi-disant capitalisme « immatériel » dans lequel le travail, ou plus clairement exprimé, l'exploitation de la force de travail, ne soutient plus toute la structure de la société bourgeoise parce que maintenant le travail « immatériel », la « communication », et ce qui s'en suit, produisent de façon trompeuse, la richesse. Par contre, si tout tend à devenir une marchandise, une valeur d'échange, cela ne signifie en aucun cas que n'importe quelle marchandise peut créer de la valeur (ce qui n'est pas exactement la même chose que l'argent); c'est un lieu commun de dire que leur appropriation peut créer quelques fortunes obscènes, mais cela ne crée pas de la richesse; cela la redistribue seulement d'une façon drastiquement inégale.

C'est précisément parce que l'exploitation de la seule marchandise qui crée de la richesse, la force de travail, a des difficultés à rémunérer adéquatement le capital investi que le capitalisme est entré dans une crise profonde, causant l'effondrement de régimes qui semblaient inébranlables, déchaînant des spéculations sans contrainte, jetant des continents entiers dans le désespoir, menant de fait à une attaque universelle sur les conditions d'existence du prolétariat international. Cette véritable guerre menée contre le prolétariat l'a décomposé, confondu et a changé superficiellement ses caractéristiques, en le rendant dans les pays centraux, d'une certaine façon moins reconnaissable, quoique beaucoup moins que les vulgaires scribes de la bourgeoisie veulent bien nous le faire croire. Pour comprendre l'apathie du prolétariat, nous devons partir d'ici, des transformations profondes que le prolétariat a subies depuis les années 60 du siècle dernier, lorsque la crise d'accumulation du capital a commencé à se manifester.

Il est maintenant temps de poursuivre le travail entrepris il y a 10 ans (1), d'en faire les premières évaluations et de voir que ce qui traite de l'Italie en particulier illustre une tendance générale.

### **Le lieu de travail**

Quelles sont les premières conclusions tirées des processus en cours sur la décomposition et la recombinaison de la classe ouvrière? En gros, l'introduction du microprocesseur a ouvert la voie à la disparition, ou à des réductions importantes de larges concentrations de travailleurs et de travailleuses, à leur fragmentation et à leur dispersion

territoriale ainsi qu'à la disparition et la redéfinition qui découlent de plusieurs postes de travail et métiers :

« *Le premier résultat général est la désintégration matérielle et subjective du prolétariat, son annihilation temporaire.* »(2)

Depuis ce temps, comme on le dit, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, mais la rivière ne s'est pas asséchée, bien au contraire. Voilà 10 ans, ce processus venait de s'enclencher. Aujourd'hui, après la décennie d'accélération que nous venons de connaître, les grandes lignes de notre cadre de travail apparaissent clairement. Ceci est également vrai en voyant la façon dont la bourgeoisie a réussi à contenir – sinon à prévenir – la réponse des travailleurs et des travailleuses à l'intérieur des limites de ce qui est compatible avec sa domination, grâce surtout à l'aide irremplaçable des syndicats et des partis de « gauche », en Italie comme en Grande-Bretagne, en Allemagne comme aux États-Unis. Nous ne pourrions jamais assez souligner le rôle fondamental de ces faux défenseurs des intérêts des travailleurs et des travailleuses qui ont permis aux patrons de les frapper à leur guise...

Un des premiers éléments qui a surgi est sans conteste le démantèlement progressif et incessant de larges concentrations de travailleurs et de travailleuses, en ayant recours au même moment, par vagues dans les pays centraux, à de soi-disant pare-chocs, qui financés par l'État, ont réparti les coûts de la restructuration du capital sur tous les travailleurs salariés. Pour vous donner une idée de l'importance des pare-chocs mentionnés précédemment, il suffit de se rappeler qu'en Italie, seulement dans les années 80, il y a eu 350,000 retraites prématurées (3), sans mentionner le financement direct et indirect de projets pour le « développement de l'emploi », l'exemple principal étant l'établissement de FIAT à Melfi (ville d'une région déshéritée du Sud de l'Italie où les travailleurs étaient moins payés que leurs camarades du Nord, et doivent faire preuve d'une flexibilité totale).

L'érosion lente mais constante de l'emploi dans les grandes usines, qui continue toujours, était (et est) accompagnée de l'introduction en parallèle de la flexibilité, une « nouvelle » organisation du travail, placée sous le signe de l'insécurité et du pouvoir arbitraire des patrons. Si cette « nouvelle » organisation du travail a réduit le type de production fordiste dans les pays centraux – sans continuer à payer des salaires élevés – elle a cependant approfondi et, de plusieurs façons généralisé le modèle « tayloriste », en l'implantant dans d'autres lieux de travail, comme la fonction publique, qui se considérait pourtant comme immunisée.

L'intensification et l'accroissement implacables du travail et de sa flexibilité de façon de plus en plus massives, devraient se révéler rémunérateur tant pour le profit industriel que pour la croissance du revenu financier, qui est du à l'expansion anormale de la spéculation financière qui est une des manifestations plus « traditionnelles » de la crise capitaliste.

Au niveau international, la compétition est de plus en plus aiguë et l'incertitude règne en maître sur les marchés, avec

des hausses soudaines et des baisses difficiles à prévoir. Tout cela rend risibles les prévisions d'organismes comme l'OCDE et le FMI qui « gouvernent » l'économie nationale et internationale et amènent chaque capitaliste à tenter de lier solidement les salaires et le montant de la force de travail utilisée pour les besoins de sa compagnie, en d'autres mots, à la baisse du taux de profit. Il s'agit d'un phénomène que nous avons étudié depuis quelque temps déjà – par exemple, voyez les Thèses du Congrès de 1997 (4) – et qui a été confirmé par les sociologues les plus honnêtes, même si ce sont des réformistes avérés :

*« Il est absolument nécessaire pour les entreprises contemporaines, afin de survivre à la compétition internationale, de faire modifier leurs coûts directs et indirects en relation stricte avec les changements sur leurs marchés. Cela signifie que chaque entreprise a la possibilité d'employer exactement la quantité de salariés qui est nécessaire à la production d'un bien ou d'un service donné à l'intérieur d'une période de temps donnée : ni plus, ni moins. » (5)*

En conséquence, comme tout le monde peut le constater, il y a une véritable explosion de formes de travail supposément atypiques qui, avec le temps, sont passées d'une importance secondaire dans le marché du travail pour en devenir un élément central. Les obsessions des patrons, des dirigeants et des syndicats qui sont entraînés dans leur sillage ne rencontrent aucune limite quant à l'invention de types de travail répondant totalement aux besoins des entreprises : emplois temporaires de durée déterminée aux contrats de travail de fin de semaine, d'emplois avec des formules d'apprentissage, etc. Il y a des types de contrats, qui même s'ils n'amènent pas de diminution des salaires « normaux », amènent néanmoins des économies pour les entreprises sur leur masse salariale seulement parce que le type d'emploi est devenu discontinu et intermittent. Ils réduisent ainsi le revenu global consacré à la force de travail. Mentionnons également la propagation de travailleurs soi-disant autonomes, dont les conditions sont souvent pires, tant en termes de salaires que d'avantages marginaux, que ceux qui ont à faire face aux formes les plus échevelées de précarité du salariat conventionnel.

Avec l'insécurité institutionnalisée et bénie par les prétendus partis à coloration « sociale », un autre phénomène en croissance est le travail non officiel, que les sociologues bourgeois et les organismes des Nations Unies appellent « travail au noir ». Cette forme est cachée, en dehors de toute régulation, même la plus élémentaire. Dans tous les cas, le travail précaire ou « autonome » remplace des emplois fixes qui sont sans conteste mieux rémunérés.

Nous ne devons pas croire que l'accroissement du travail non officiel affecte seulement l'Italie, championne européenne du travail au noir (spécialement dans le Sud, naturellement) : il s'agit d'un phénomène qui frappe tous les pays centraux et qui n'épargne pas les secteurs hautement qualifiés. Si nous regardons les États-Unis, comme l'avant-garde là encore, nous pouvons voir que :

*« Spécialement dans les secteurs high-tech, plusieurs compagnies ont recours aux relations de travail « hors normes », les soi-disant emplois temporaires permanents.*

*En 1986, leur nombre était de 800,000, tandis qu'il atteignait 2,5 millions en 1997, soit 2% de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses. Les estimations confirment que ces emplois permanents temporaires représentent environ 10% des employés dans 20% des compagnies à haute technologie (comme Microsoft et A&T). » (6)*

Les choses ne sont guère plus reluisantes dans la mère patrie de l'État Providence, l'Allemagne, où :

*« Entre 1980 et 1995, la proportion de travailleurs et de travailleuses avec des emplois normaux est passée de 80% à environ 68%. »*

Une des conséquences est que :

*« Au cours des dix dernières années, le nombre de soi-disant « sous-employés » est passé de 2,8 à 5,6 millions – amenant une situation où l'apparition d'emplois précaires sans contribution sociale est devenue la norme, le vieux système de réserve sociale s'effondre. » (7)*

À cause de cette situation, le Ministre de la famille Schröder a condamné – dans un esprit humanitaire, sans aucun doute – l'immoralité et le manque de « loyauté » du nouveau prolétariat de Berlin, auquel le Ministre a voulu imposer le paiement de contributions sociales.

*« Regardez le chaos. Le travail au noir, les salaires à la baisse et les emplois intérimaires sont monnaie courante à Berlin. Malgré qu'ils aient des emplois, les gens abandonnent les provisions sociales... » (8)*

À ceci, il faut ajouter – un autre aspect déjà saisi et cité dans notre analyse de 1993 – le phénomène de la fragmentation de la classe ouvrière dans le même lieu de travail et sa dispersion à travers plusieurs compagnies. Il est bien connu que la compagnie qui cède des tâches à d'autres entreprises, cède également ses travailleurs, qui continuent le même travail qu'auparavant, mais avec un uniforme et un contrat différents; au point où à l'intérieur d'une même usine (FIAT, par exemple) il peut y avoir plus de dix compagnies qui y travaillent en même temps. Un exemple qui a été rapporté par quelques journaux concerne le chantier naval de Mestre-Marghera où plusieurs sous-contractants obligent des travailleurs immigrés du sud-est de l'Europe à travailler beaucoup plus que huit heures par jour, six ou sept jours par semaine et pour des salaires « roumains », c'est à dire beaucoup plus bas que ceux de leurs camarades italiens qui travaillent à leurs côtés. Que ce soit le travail tertiaire, sous-traité, ou coopératif (9), le résultat final est que la classe ouvrière se retrouve encore plus divisée et isolée par des barrières juridiques et bureaucratiques artificielles, et en conséquence, affaiblie face au capital.

En résumé, le travail salarié n'a pas disparu, comme les « savants » idéologues bourgeois l'avaient prévu il y a 25 ans, lorsque la grande restructuration industrielle a commencé, il a seulement changé d'apparence. Le travail salarié offre une image confuse, tourmentée et angoissée, parce que comme l'a prédit D'Alama du Parti Démocrate, Président du Conseil, il apprend à ses dépens, par la perte d'emplois permanents, à s'exposer à l'intimidation du chômage et des

mises à pied, il est contraint à se confronter quotidiennement à ce qui n'est plus anormal ou accidentel – l'incertitude présente et future.

## Les salaires

Si du point de vue de l'emploi, le prolétariat a des raisons de se lamenter, la courbe suivie par les salaires ne peut le faire rire non plus. Comme les plus hautes couches de la bourgeoisie le confirment ainsi, pour une fois, ces charlatans disent (du moins en partie) la vérité. Selon la Banca d'Italia, de 1980 à 1999 :

*«La proportion du revenu brut représentée par les salaires est passée de 56% à 40% (...). Le salaire net mensuel a été diminué de 8,7% tandis que le nombre de travailleurs et de travailleuses à bas revenu augmentait de 10%» (10).*

Cependant, plusieurs maintiennent que la chute des salaires a été beaucoup plus marquée et serait plus près de 15-20%; mais au-delà des chiffres (même importants), il demeure que nous pouvons constater la tendance générale au déclin des salaires (11) et une augmentation de secteurs situés dans le bas de l'échelle des revenus « tirés du travail ». Comme nous avons déjà raison de le souligner (12), c'est un phénomène qui frappe tout le « monde occidental », et qui est encore plus évident et brutal au cœur de la métropole capitaliste des États-Unis d'Amérique.

Quoique le prolétariat américain ait été presque toujours ignoré par les médias, le cinéma et la télévision (aussi bien que par les scribouillards de la « gauche »), quelquefois quelque chose suinte de leur monde et s'il est vrai que la nation la plus avancée montre la voie (au sens le plus large naturellement) aux autres nations, alors le prolétariat européen ne fait que commencer à goûter aux « joies » du capitalisme dans sa version « mondialisée ». Aujourd'hui, tout comme il y a 80 ans :

*« La majorité des travailleurs et des travailleuses, environ 60%, gagnent moins de 14 dollars de l'heure, ce qui représente les besoins « normaux » d'un adulte avec deux enfants et 67% des adultes qui font appel aux « banques » alimentaires pour éviter la famine (sont) des gens qui ont des emplois ». (13)*

Une énorme pression pour la diminution des salaires – qui dans le monde des services varie de 6 dollars à 10 dollars de l'heure – est récemment apparue sous l'administration Clinton, qui en initiant et intensifiant le démantèlement de l'État providence, a obligé de larges sections des pauvres à accepter des salaires littéralement de famine, dans des conditions de travail qui sont en général très mauvaises.(14)

Cela constitue le passage du bien-être social au « travail social »; en pratique, puisque la protection de l'État providence est progressivement réduit, le peu qu'il reste est assujéti à l'acceptation de n'importe quel travail disponible : ceux qui refusent (que ce soit parce que le travail est loin de chez eux, sous-payés ou dans un secteur qui n'a rien à voir avec leurs capacités spécifiques ou leurs formations professionnelles) perdent le droit à l'assurance emploi ou aux prestations d'aide sociale. Pour ce qui est de la modernité, cela nous ramène aux médiocres lois sur les pauvres d'Élisabeth I<sup>re</sup> d'Angleterre (fin du XVI<sup>e</sup> siècle)...

Depuis les dernières années, la structure même des salaires a graduellement changé, devenant de plus en plus « flexible » et s'ajustant au rythme de l'entreprise, exactement comme l'organisation du travail, comme nous l'avons vu précédemment.

Si l'ampleur du carnet de commandes, les décisions d'investissement, la stratégie de gestion changent d'une année à l'autre, d'un trimestre à l'autre, d'une semaine à l'autre (15), alors les salaires doivent s'adapter.

Pour cette raison, les conventions collectives nationales, accusés d'être trop « rigides », perdent progressivement leur rôle central au profit de contrats régionaux, d'entreprise ou même individuels. Les bénéficiaires de l'entreprise, les salaires liés à la productivité, les bonus distribués en fonction du « professionnalisme », en plus d'avoir l'avantage (pour le patron) d'être révoqués à tout instant, sont habituellement exclus – spécialement dans la fonction publique – des calculs pour l'assurance chômage ou la participation aux fonds de retraite... sans compter que ces contrats d'entreprise ne couvrent qu'une petite partie des travailleurs et des travailleuses, la vaste majorité de ceux-ci étant plutôt employés dans de petites et même très petites entreprises, où le contact direct avec les patrons inhibe (pour le moins psychologiquement) et ralentit l'initiative de la classe ouvrière. Mais laissons parler quelqu'un qui est d'accord avec cela, un syndicaliste (de gauche, bien sûr) qui a activement contribué à la modification de la structure salariale, au détriment des travailleurs et des travailleuses. Selon Osvaldo Squassina, secrétaire de la FIOM (16) à Brescia :

*« La partie des salaires négociée collectivement s'amenuise par rapport au revenu total, et la partie accordée ou concédée individuellement commence à contribuer significativement à l'enveloppe salariale. »*

Peut-être que l'importance croissante des salaires accordés au niveau de l'entreprise (sous ses différentes formes) a compensé pour les pertes résultant des conventions nationales? Nous pouvons seulement sourire en entendant les propos de Squassina, même s'ils sont prononcés dans le jargon syndical habituel, qui est justement là pour atténuer et déformer les conséquences réelles des politiques syndicales :

*« L'affaiblissement en cours de l'action syndicale provient de la convention nationale et (...) des règlements fixés par l'Accord de 1993 qui ne peut protéger et améliorer les salaires de tous les ouvriers – mais de plus – l'expérience de négociation avec l'entreprise sur les salaires variables a été décourageante et devra donc être revue. » (17)*

Pour le moment, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui doivent revoir quelque chose, puisqu'ils sont progressivement obligés de modifier leur façon de vivre, puisque selon Squassina toujours, ils peuvent constater :

*« Une augmentation de l'utilisation de l'usine par la mise en place du travail par roulements en équipes; une augmentation des heures travaillées en temps supplémentaire et la diminution du nombre d'heures*

*d'absence autorisées pour maladies ou accidents, ainsi que la perte de périodes de vacances et de jours fériés par une augmentation de salaires.* » (18)

Le résultat n'est pas seulement une détérioration des conditions de vie, mais aussi et cela devient un facteur important dans le but de la recomposition politique de la classe, une pression supplémentaire vers la fragmentation et l'atomisation de la classe (19), ce qui ne peut que contribuer à affaiblir et à retarder une réponse de classe collective à l'offensive en cours de la bourgeoisie :

*« Presque toutes les couches sont devenues plutôt hétérogènes et inégales vu de l'intérieur. La différenciation des professions et des conditions de travail amenée par la technologie et les modèles organisationnels; la diversité des conditions de vie et de logement entre les régions et à l'intérieur des grandes villes; tous ces facteurs sont des variables qui interfèrent entre eux et donnent naissance à une variété croissante de positions et de statuts à l'intérieur d'une même couche sociale. Spécifiquement l'inégalité des revenus du travail dans les pays centraux, du début des années 70 aux années 90, s'est accrue non seulement entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, mais encore plus à l'intérieur d'une couche sociale entre les uns et les autres, et plus aussi à l'intérieur d'un même secteur d'activités qu'entre un secteur et un autre. »* (20)

Maintenant, sans répéter ces considérations sans critiques, le prolétariat n'ayant jamais été entièrement homogène, ces aspects renferment sans aucun doute des réalités; par exemple, les nouveaux employés, même avec des contrats à durée indéterminée, profitent (comme ils disent) de salaires et de normes de travail qui sont généralement pires que leurs collègues de travail, et cela est pire aujourd'hui qu'hier (notamment grâce à l'introduction de « clauses orphelines » dans les contrats de travail). Malgré tout, nous pouvons constater la passivité substantielle de la classe ouvrière, qui accepte ou demande des contrats de « solidarité » (21), comme aux usines Volkswagen ou comme un travailleur de FIAT à Termini Imerese l'a exigé à la télévision italienne (TG1 à 20h, le 21 novembre 2002); donc, une classe qui échange ses « droits » contre de l'argent, qui fournit le temps supplémentaire demandé, qui de ce fait se place couramment sur le terrain économique individualiste désiré par les patrons. Peut-être, sans tomber dans une interprétation mécanique ou idéaliste (ce qui revient au même), la crise n'a-t-elle pas suffisamment blessé dans ses chairs le prolétariat « occidental » pour le pousser, non sur le terrain de la révolution, mais tout au moins vers la voie de la reprise d'une lutte de classes véritable. En tenant compte des avertissements que nous venons d'énoncer, si le prolétariat d'Argentine (ou la classe ouvrière chez FIAT) a bougé, c'est parce qu'il n'y a plus rien à monnayer et plus rien à négocier. Il ne reste que la faim et la lutte, sans possibilité de compenser les chutes de salaire par du temps supplémentaire, pour tenter de conserver le niveau de consommation qui avait été rendu possible jusqu'à maintenant par le développement gigantesque des forces productives entre la fin de la Seconde guerre mondiale et maintenant. (22)

Et, par-dessus tout, les attaques les plus sévères ont été portées sur les salaires différés ou indirects, diluant ainsi la

perception de son extrême gravité. Nous nous référons évidemment à la réforme du régime des retraites (qui n'affecte pas seulement les travailleurs italiens) mais encore tout l'État providence. En Italie, les différentes réformes mises sur pied entre le gouvernement Amato (1992) et encore aujourd'hui (comme tous les gouvernements le menacent, ce n'est pas terminé) ont cantonné les retraites à pratiquement des niveaux de famine, sauf si les salariés sont prêts à travailler indéfiniment. Ces mesures parce qu'elles se feront sentir dans un futur plus ou moins proche, ont de fait provoqué l'indignation, mais à des niveaux beaucoup plus bas que leur importance réelle et dévastatrice. La même situation prévaut pour les réformes de santé (même, si encore une fois elles ne sont pas terminées) : qui frappent tous les travailleurs, individuellement, quand ils sont réduits à l'état de « citoyens », d'individus atomisés enfermés dans leurs propres pensées, qui se retrouvent devant une machine à payer le ticket modérateur, les frais de prescription des médicaments autrefois couverts et de transports d'ambulance, etc. Contre qui devons-nous protester, contre la machine, la réceptionniste? Il est très difficile de passer des gros mots à la lutte auto organisée de ... « citoyens ».

Nous devons ajouter à cela, que même si le chômage est devenu un phénomène structurel de masse, les divers niveaux de son impact économique entre les régions sont très révélateurs (et pas seulement en Italie) : les apprentis du Nord, même surexploités, ont un « pouvoir d'achat » (et c'est encore plus vrai s'ils vivent dans leurs familles) que les jeunes chômeurs (ou travailleurs au noir) prolétariens du Sud n'ont pas, avec tout ce que cela amène en termes de rage sociale.

L'auteur d'une étude fréquemment citée ici, en comparant les chiffres (en fait sous-estimés) du chômage aux USA avec celui en Allemagne observe que :

*« Plusieurs des nouveaux emplois (aux USA) se trouvent dans des secteurs économiques de basse productivité (...) dans des ateliers, des restaurants, et de menus services rendus à des individus. Au milieu des années 90, le résultat était que 55% des travailleurs et des travailleuses étaient employé(e)s dans ces secteurs d'activités, en comparaison avec les 45% enregistrés en Allemagne (...). Si l'Allemagne avait atteint le même niveau d'occupation dans les secteurs des petites entreprises de services, il y aurait moins de chômage ici qu'aux USA. »* (23)

Maintenant, il peut sembler paradoxal de parler de privilèges spéciaux, en voyant les conditions dans lesquelles se retrouve le prolétariat américain, mais sans l'énorme ponction, environ 500 milliards de dollars par an, que l'impérialisme américain extorque au monde entier par l'unique fait de posséder la monnaie d'échange internationale, les USA ne pourraient certainement pas se permettre la « maintenance » d'un secteur économique improductif aussi large (ne générant pas de plus value); et ceci sans mentionner l'énorme endettement généralisé de la société américaine, qui comme on pourrait le dire, vit largement au-dessus de ses moyens. La même chose peut être dite de 200 milliards de dollars (annuels, encore une fois) qui sont pompés du « Sud » – provenant de l'exploitation et du sang des exploités de ces régions – vers

les comptes du « Nord » (où la bourgeoisie du « Sud » a déjà prélevé sa part), au service seulement du paiement de la dette. (24)

Dans toutes ces affaires, les pays de la périphérie et de la semi périphérie jouent un rôle fondamental en ralentissant (ils ne peuvent l'arrêter ou la renverser) la chute mondiale du taux de profit, et donc atténuent les conséquences les plus dramatiques de cette chute pour le prolétariat des métropoles. Non seulement les licenciements les plus massifs et dévastateurs jusqu'à présent ont été menés par les grandes multinationales dans les pays économiquement les plus faibles (25), mais les biens produits à bas coût en périphérie et en semi périphérie, par dessus tout le résultat de la prétendue « délocalisation », contribuent à maintenir à la baisse la valeur de la force de travail tout en permettant un certain niveau de consommation; puisque les marchandises provenant de ces zones constituent une partie importante des « biens » qui servent à la reproduction de la force de travail elle-même. Des vêtements aux ordinateurs, des appareils électroménagers aux jouets, une proportion considérable de ces objets à usage de consommation sont produits dans des pays « en voie de développement » ou dans l'ancienne Union soviétique.

Il faut donc continuer réfléchir à ces questions et poursuivre leur analyse.

Celso Beltrami, Katarisum

(1). M. Stefanini, « *Il rapporto tra capitale e lavoro nel processo di crisi in Italia* » (La relation capital-travail dans le déroulement de la crise en Italie), **Prometeo** série V, no 5, 1993 et « *Dopo la ristrutturazione, la nuova composizione di classe. Verso la ripresa delle lotte proletarie* » (Après la restructuration, la nouvelle composition de classe. Vers une reprise de la lutte prolétarienne), **Prometeo** série V, no 6, 1993.

(2). Op. cit., **Prometeo** série V, no 5, 1993.

(3). L. Gallino, « *Globalizzazione et disuguaglianze* » (Mondialisation et inégalités), Bari, Laterza, 2000, p. 37.

(4). **Prometeo** série V, no 13, 1997.

(5). L. Gallino « *Il costo umano della flessibilità* » (Le coût humain de la flexibilité), Bari, Laterza, 2001, p. 5. Plus loin, aux pages 19-20, il reprend le concept et l'approfondit : « *Du début des années 90, par les investisseurs institutionnels mondiaux – spécialement les fonds de pension anglo-saxons, avec des portefeuilles de centaines de milliards de dollars – ont demandé que les compagnies récompensent leur capital avec des taux de 10 à 15% par an. En constatant qu'ils détenaient la plus grande portion des actions à leur disposition, aucune direction, depuis l'administrateur délégué, ne pouvait refuser d'acquiescer à ces demandes. Mais comment obtenir de ce capital investi dans l'entreprise, des revenus de 10 à 15% lorsque l'économie ou le produit national brut, croissait au mieux à un taux de 3%. Certainement pas en produisant des biens et des services, puisque le taux de croissance du PNB n'est rien d'autre que la somme, recalculée année après année en termes réels, de leur valeur. Il a fallu supprimer de façon sporadique les coûts de production, à partir de ceux que l'on peut contrôler de façon directe – le coût de la force de travail, tant dans l'entreprise que chez les fournisseurs. Dans la mesure où cela permet l'établissement d'une relation plus stricte entre la cadence de la production et la quantité de force de travail utilisée, la flexibilité est un outil que les directions se doivent d'utiliser* ».

(6). U. Beck, « *Il lavoro nell'epoca della fine del lavoro. Tramonto delle sicurezze e nuovo impegno civile* » (Le travail à l'époque de la fin du travail. La fin de la sécurité et l'emploi dans le secteur public), Turin, Einaudi, pp. 121-122.

(7). U. Beck, op. cit., pp. 123-124.

(8). Id.

(9). Ce prétendu travail « coopératif » ressemble beaucoup au système de bandes utilisé au 18e siècle en Angleterre. Voir Karl Marx, *Le Capital*, Chapitre 25.

(10). R. Bellofiore, « *Il caso italiano* » (Le cas italien), *Rivista del Manifesto*, no 17, Mai 2001, p. 31.

(11). « *Le résultat est qu'en 2001, les salaires bruts réels étaient plus élevés de 5% comparés à il y a 10 ans, tandis que la productivité du travail augmentait de 24%. Pour ce qui est des salaires nets, ils étaient plus bas en 2000 que 10 ans plus tôt. La croissance des salaires réels n'a pu être constatée dans aucun pays européen depuis 10 ans; et au cours des dernières trois années dans la zone Euro les salaires réels sont demeurés au même point (...) En bref, les revenus des employés n'ont jamais autant subi d'attaques si abruptes et persistantes depuis les dernières cinquante années.* », M. Zenezini, « *Quanto costano i bassi salari?* » (Quel est le coût des bas salaires?), *Rivista del Manifesto*, no 33, Novembre 2002, p. 32.

(12). Voir « *Appunti su globalizzazione, classe operaia e azione sindacale* » (Notes sur la mondialisation, la classe ouvrière et l'unité d'action), **Prometeo**, série 6, numéro 4, 2001.

(13). B. Ehrenreich, « *Nickel and Dimed: On (Not) Getting By in America* », Metropolitan Books, 2001. Les « banques alimentaires », comme il est facile de le deviner, sont des « soupes populaires » modernes où les pauvres reçoivent la charité de riches individus.

(14). B. Ehrenreich, id.

(15). U. Beck, op. cit., p. 152.

(16). Federazione Italiana di Operai Metalmeccanici – Fédération italienne des ouvriers métallurgistes ».

(17). O. Squassina, « *Il salario diseguale* » (Salaires inégaux), *Rivista del Manifesto*, no 15, Mars 2001, pp. 25-26.

(18). O. Squassina, op. cit., p. 25.

(19). « *Nous devons donc conclure que les négociations contractuelles secondaires (au niveau de la firme, plutôt qu'au niveau national) et la pratique en expansion de lier le salaire aux résultats de l'entreprise n'ont pas compensé le déclin des négociations contractuelles (et des contributions qui s'y rattachent), n'ont pas toujours réussi à lier les revenus à la dynamique de l'inflation réelle, a contribué à l'élargissement des différences salariales (incluant le Nord et le Sud), et à long terme, n'ont pas réussi à obtenir des revenus liés à la productivité* », M. Zenezini, op. cit., p. 34. Une fois de plus, nous ne pouvons nous empêcher de noter qu'en dépit du langage « dilué » des réformistes, la réalité réussit à surgir clairement.

(20). L. Gallino, « *Globalizzazione e disuguaglianze* » (Mondialisation et inégalités), op. cit. p. 73.

(21). « Solidarité » avec les patrons, il va sans dire!

(22). L'accès plutôt généralisé à la propriété immobilière atténué, jusqu'à un certain point, les effets des diminutions de salaire, comme le fait de payer une hypothèque (et non un loyer) peut mettre un frein à l'empressement à lutter; il y a un risque, à long terme, de perdre sa propriété. Sur cette question, les observations d'Engels dans *La question du logement* (que nous avons cité dans « *Da Vienna a Porto Alegre* » (De Vienne à Porto Alegre), **Prometeo**, série 6, no 3, 2001) sont toujours valides.

(23). U. Beck, op. cit., p. 162.

(24). U. Beck, *Repubblica*, 8 novembre 2002.

(25). M. Dinucci, *Il sistema globale 2002*, Bologne, Zanichelli, 2002, p. 4.

## Brève histoire internationaliste de la gauche communiste italienne

« Nous, du Parti Communiste Internationaliste – section italienne du Bureau International pour le Parti Révolutionnaire – venons directement de la gauche communiste italienne puis nous avons fait de nécessaires actualisations, affrontant les dynamiques réelles du capitalisme et la nature actuelle de l'impérialisme ( qui, on s'en souvient, n'est pas une politique<sup>1</sup>). Selon nous, les autres expressions qui viennent de la tradition de la gauche communiste italienne ont, soit abandonné le terrain méthodologique général (c'est le cas du CCI) soit, comme les bordiguistes, se sont écartés (invariants ?) de ses positions des années 1921-22, se plaçant hors du développement des perspectives révolutionnaires dans le capitalisme d'aujourd'hui » (Mauro Stefanini, dans un courriel à un contact)

Le terme « gauche communiste » crée aujourd'hui quelques confusions. Les groupes qui composent le Bureau (TCI) n'utilisent pas souvent ce terme. Nous préférons être appelés « internationalistes ». Nous essayons également de ne pas utiliser le terme « gauche italienne » qui lui aussi peut créer beaucoup de confusion.

Dans la tradition de la « gauche italienne » il y a trois composantes : le Partito Comunista Internazionalista (**Battaglia Comunista**, le groupe principal du futur BIPR maintenant TCI), la Gauche communiste française, précurseur du CCI et les bordiguistes. Aujourd'hui ils sont représentés par tant de groupes qu'il est difficile de les énumérer, mais dont la matrice originale était **Programma Comunista**. Les groupes bordiguistes prennent habituellement le nom de Parti Communiste International.

Pour nous, la plus grande confusion vient de ce qu'en disant que nous venons de la tradition de la gauche communiste italienne, nous sommes souvent identifiées avec Bordiga et les bordiguistes.

La gauche italienne a eu deux périodes pendant lesquelles elle a été très suivie : les années 1919-24 et, à une moindre mesure, les années 1943-49. Bizarrement, aucune de ces périodes n'est étudiée dans la brochure du CCI sur la gauche italienne. Ceci est dû au fait que le CCI ne se réfère pas à toute l'expérience de la gauche italienne et préfère certainement examiner la période des années 30, quand la gauche était faible, divisée et essayait de tirer un bilan de la trahison de la Troisième internationale et le développement d'une nouvelle forme de capitalisme en URSS. De plus, c'est la période où Marc Chirik<sup>2</sup>, fondateur du CCI, a commencé son activité politique en Europe occidentale, elle est donc plus importante pour eux.

### Le Partito Comunista d'Italia

A partir de la première guerre mondiale et de la Révolution russe, il y eut un important problème en Italie avec la nécessité de la création d'un parti communiste pouvant

s'affilier à la Troisième internationale fondée en 1919. Le problème de la gauche portait sur la confusion délibérée de la part du PSI, avec Serrati, qui maintenait ouverte la possibilité d'affiliation sans le faire dans la réalité. D'autre part, le PSI avait eu une position ambiguë de « *ni sabotage, ni participation* » face à la guerre (à laquelle l'Italie n'avait participé qu'à partir de mai 1915). De cette manière, il entretenait la confusion. A cette période (1919-20), il y avait en Italie des soulèvements politiques avec des occupations d'usines. Les travailleurs faisaient grève par milliers : c'est le « *biennio rosso* ». Mais il n'y avait aucun parti de classe qui pouvait mener ces luttes à l'assaut de l'État. Les travailleurs restèrent enfermés dans les usines; la classe dirigeante put tranquillement attendre l'épuisement du mouvement. A ce moment, les « intransigeants », comme étaient appelés les membres de la gauche, réussirent à accomplir la rupture politique avec les socialistes et fonder le Parti Communiste d'Italie, à Livourne, en 1921. Mais le mouvement était déjà fini et la bourgeoisie se tournait déjà vers le fascisme.

Le Parti qui venait d'être fondé, l'avait été par la gauche dont Bordiga exerçait la fonction de secrétaire<sup>3</sup>. Le jeune Amadeo Bordiga avait déjà une tendance au formalisme et l'une de ses erreurs fut d'appeler sa fraction, « fraction abstentionniste » quand en réalité il aurait dû l'appeler « fraction communiste ». Le résultat fut que les communistes, qui pensaient que le parlement devait être utilisé en tant que tribune pour se faire de la publicité (mais sans l'utiliser comme une route pour conquérir le pouvoir) hésitèrent à y adhérer ce qui veut dire non seulement un parti numériquement inférieur à ce qu'il aurait pu être, mais aussi que le parti apparut plus tardivement que les nécessités historiques exigeaient. L'idée tactique de Bordiga, à la base du choix du nom d'« abstentionniste », provenait du fait que le parti socialiste était devenu corrompu et réformiste avec l'obtention de privilèges obtenus par ses vieux membres parlementaires. Ainsi il maintenait ces réformistes au dehors du parti. Une autre confusion de Bordiga portait sur son insistance au second congrès du Komintern pour ajouter la 21<sup>ème</sup> condition : que toutes les décisions de l'Internationale soient obligatoires pour tous les partis communistes. Cela signifiait qu'il engageait le parti italien à travailler au parlement et dans les syndicats, ce qui fut considéré par certains comme un pas en arrière. Mais Bordiga était cohérent en insistant sur le fait que la fondation de l'Internationale avait la préséance sur tout et notamment sur la section italienne. Ceci explique pourquoi une des critiques de Bordiga aux camarades du KAPD de la gauche communiste allemande, était qu'ils soulevaient des questions -qu'eux même considéraient tactiques- qui devenaient en fait des questions de principe, plus importantes que l'unité d'action des communistes. Il leur écrivit que « *comme marxiste, je suis d'abord un centralise et seulement après abstentionniste* ».

En Italie, la situation était de plus en plus désespérée pour la classe ouvrière étant donné que l'élan révolutionnaire

<sup>1</sup> Ce n'est pas une politique choisie mais une tendance du capitalisme

<sup>2</sup> (1907-1990) ; cf. Michel Olivier, *La Ligue Communiste et la Fraction de Gauche (Treint-Marc) 1930-1932*, Paris, 2005 et du même auteur, *La Gauche communiste de France*, brochure éditée par le C.C.I, Paris, 2001

<sup>3</sup> , Il exerçait, dans les faits, la fonction de premier secrétaire général, fonction formellement inexistante.



avait disparu. Maintenant on entrait dans une période de réaction. En même temps l'Internationale était visiblement en déclin. A son quatrième congrès, en 1922, elle avait décidé d'adopter la forme des « fronts unis » avec les partis socialistes qui avaient soutenu la guerre impérialiste et avaient gravement ralenti le processus de fondation des partis communistes. Pour la gauche communiste, l'adoption du front uni signe un tournant dans l'histoire de la classe ouvrière. C'est l'une des positions qui aujourd'hui nous distingue de tous les courants trotskistes.

En Italie, la gauche, qui contrôlait encore le parti, proposa l'idée de proclamer un « front uni à la base » et essaya même de convaincre les autres partis de l'Internationale d'adopter cette interprétation. L'idée était que les communistes collaborent avec les travailleurs socialistes dans les usines, mais pas avec leurs partis. Mais c'était encore trop peu pour le Comité Exécutif de l'Internationale. Ainsi, quand Bordiga fut arrêté par le gouvernement fasciste en 1923, il eut la possibilité de placer Graminée comme secrétaire du parti. Graminée avait toujours reconnu Bordiga comme le vrai leader du parti mais Moscou l'emportait pour remplacer son leader le plus connu. Avec lui, le parti fut « bolchévisé » et la gauche graduellement éloignée du pouvoir.

Bordiga ne s'opposa pas fermement à ce processus étant donné qu'il reconnaissait l'autorité centrale du CE de l'Internationale. Mais il ne cachât pas son opposition au nouveau cours que prenaient le parti et l'Internationale ce qui l'amena à soutenir les efforts des camarades du Comité d'Entente qui avaient rédigé une critique de la dégénérescence du parti. Parmi les signataires, il y avait Onorato Damen et Francesca Grossi (Ceci), qui deviendrait plus tard sa femme, lesquels seraient plus tard parmi les fondateurs de notre section italienne, le Partito Comunista Internazionalista. Le Comité d'Entente soutenait que :

*« c'est une erreur de croire que en toute situation on puisse, avec des expédients et des manœuvres élargir la base du parti dans les masses, car les rapports entre le parti et les masses dépendent en majeure partie des conditions objectives de la situation »* (Plateforme du Comitato di Intesa, cf. leftcom.org)

Le CE du Komintern demanda l'expulsion de tous ceux qui avaient soutenu le Comité. Ses membres furent privés de toutes leurs charges par Gramsci, mais la gauche continua à combattre politiquement contre la dégénérescence du parti. Le point culminant eut lieu en 1926, avec deux événements qui résument cette lutte : le dernier discours de Bordiga à l'Internationale Communiste et le Congrès de Lyon du PCd'I. Le premier vit Bordiga dénoncer Staline, l'abandon de l'internationalisme qui animait la révolution russe et le traitement de Trotski. On dit que Staline aurait répondu « *que Dieu vous pardonne* ». Mais le PCd'I ne lui pardonna certainement pas. Au congrès de Lyon, il fut dit par Gramsci à tous les fonctionnaires du parti qui avaient soutenu la gauche que ceux qui ne voteraient pas pour ses thèses perdraient leur position dans le parti et leur paie (ce qui est un des motifs pour lesquels nos camarades depuis lors se sont toujours opposés à l'idée des « révolutionnaires de profession »). Face à ces pressions, beaucoup se rétractèrent, laissant donc la gauche plus isolée. La gauche fut, à partir de là expulsée du parti; certains partirent en exil en France ou en Belgique. Damen n'alla pas en exil. Il dut plusieurs fois affronter les arrestations et la prison, que ce

soit pendant la guerre civile espagnole que durant la seconde guerre mondiale. Bordiga aussi resta en Italie, mais il se retira dans sa vie privée et se consacra à l'exercice de sa profession d'ingénieur à Naples. Il ne joua plus aucun rôle dans la vie politique jusqu'en 1945.

## La Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie

La gauche italienne émerge comme telle au cours des années 1930 en particulier en France, où en 1928 (à Pantin) elle se constitue comme Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie. La faction publiait **Prometeo** (à l'origine revue théorique de la section de Naples du parti, celle de Bordiga) puis **Bilan**.

La fraction n'était pas un corps homogène. Elle n'aurait pas pu l'être. Nos camarades se trouvaient en plein processus contre-révolutionnaire. Le problème était d'en comprendre les raisons et la nature. La guerre en Espagne divisa la Fraction. Certains camarades pensaient pouvoir aller en Espagne et prendre part à la guerre aux côtés des républicains, avec l'espoir de réussir à amener le mouvement sur le terrain d'une véritable lutte communiste. Ceux qui s'y opposaient allèrent aussi en Espagne, pour tenter de les ramener sur des positions communistes. A la fin, les camarades qui étaient entrés dans les milices comprirent à leurs dépens qu'il n'était pas possible de conquérir les travailleurs au communisme dans ce qui était devenu une guerre impérialiste. Le principal enseignement fut que les camarades de Bilan reconnurent que la guerre antifasciste était le prélude à l'enrôlement de la classe ouvrière au soutien à l'impérialisme, d'une forme ou l'autre. De toute façon deux tendances, au moins, existaient dans le groupe Bilan. Par exemple, pendant qu'une partie niait la possibilité de caractériser nettement la nature de l'URSS, une autre affirmait que la politique contre-révolutionnaire d'un parti et d'un État étant le produit du développement social et politique contre-révolutionnaire, dans lequel l'État n'était plus le demi-État prolétarien (Lénine – *l'État et la révolution*) et le parti avait traversé la ligne de classe, se substituant à la vieille bourgeoisie traditionnelle (capitalisme d'État). Mais Bilan n'était pas clair sur beaucoup d'autres questions, parmi lesquelles la question de l'État de la période de transition. Une autre confusion portait sur l'analyse des contradictions économiques du capitalisme, le texte de Mitchell voyait dans les théories luxembourgiennes tardives l'unique explication des crises capitalistes. Ces erreurs amenèrent à la désastreuse sous-évaluation de la nature de la crise en 1939. Affirmant (sur la base du chapitre 18 de *l'accumulation du capital* de Rosa Luxembourg) que la production des armes permettrait au capitalisme de sortir de la grande dépression, ils pensaient que le capitalisme pouvait éviter une autre guerre impérialiste. La Fraction abandonna **Bilan** et lui substitua **Octobre**, qui sorti seulement une demi-douzaine de numéros dans les derniers mois avant la guerre. Vercesi (Perrone) soutenait que la classe n'avait pas été battue et que la révolution était encore possible. Il n'était pas étonnant que la Fraction s'effondre à l'ouverture de la seconde guerre mondiale. Il était assurément minuit dans le siècle pour la classe ouvrière. Certains, parmi la fraction, seront tués par Staline, d'autres par Hitler, mais, en Italie, dans un État fasciste brutal mais désorganisé, la gauche continuera à survivre en relégation, en prison ou avec des assignations à résidence.

## La fondation du Partito Comunista Internazionalista

Avec l'écroulement du régime de Mussolini en 1943, s'ouvrait un espace pour une plus grande activité clandestine. Damen et Stefanini, entre autres, saisirent l'occasion pour fonder en grand secret le Partito Comunista Internazionalista (PCInt). Les premiers numéros du nouveau Prometeo sortirent ainsi que des tracts appelant au défaitisme révolutionnaire. Sa déclaration était intransigeante :

« *Travailleurs ! contre le slogan de guerre nationale armant les travailleurs italiens contre les prolétaires anglais et allemands, nous opposons le slogan de la révolution communiste, qui uni les travailleurs du monde entier contre leur ennemi commun- le capitalisme* » (Prometeo 1, novembre 1943)

Petit à petit, beaucoup de camarades « français » (et « belges ») rentrèrent en Italie pour adhérer au parti. Seule la petite Gauche Communiste de France refusa d'adhérer au nouveau parti, collaborant au contraire avec des trotskistes et conseillistes avec des tracts communs. En fait, la GCF de Marc Chirik allait bientôt conclure qu'une nouvelle et plus dévastatrice guerre était à l'ordre du jour et, en 1952, il abandonna l'Europe et l'activité révolutionnaire. Il rentra du Venezuela avant de fonder **Révolution Internationale** en 1968 et le CCI en 1975.

Le défaut d'adhésion de la GCF au PCInt fut une erreur, démontrée même par l'histoire de la gauche italienne élaborée par le CCI. Le PCInt avait repris le travail de Bilan, en résolvant beaucoup de ses confusions. Damen insistait sur le fait que :

- Rosa Luxembourg, et non Lénine, avait raison sur la question nationale.
- les vieux partis communistes (désormais pleinement stalinisés) n'étaient pas centristes, mais bourgeois.
- il n'y avait pas d'espoir de conquérir les syndicats et il fallait développer de nouvelles stratégies en direction de la lutte de classe quotidienne, pour lier celle-ci à la lutte à long terme pour le communisme.
- l'URSS n'était pas une société ambiguë, mais un capitalisme d'État.
- le parti ne pouvait se substituer à la classe dans son ensemble. « le parti communiste ne doit pas prendre le pouvoir, pour l'exercer au nom du prolétariat, parce que le prolétariat ne délègue pas à d'autres sa mission historique, ni ne donne de procuration générale, pas même à son parti politique » (Thèses de la tendance Damen au congrès de 1952 du PCInt)

Et Bordiga ? Bordiga resta à la « maison » durant la période fasciste et durant la guerre, il n'adhéra jamais au parti, bien que collaborant à ses publications. En 1945, à la fin de la guerre (et à la réunification de l'Italie) beaucoup de camarades du Sud, proches d'Amadeo Bordiga, adhérèrent au parti. A ce moment là, le parti comportait 5000 membres dans toute l'Italie et aussi quelques soutiens en France, en Belgique et aux États-Unis.

Toutefois, en 1948, avec la vague de grèves en Italie et la constitution de la république bourgeoise, les différences entre les deux vieilles tendances de la fraction ré émergèrent. Bordiga ajouta à la confusion, avec l'aide de Vercesi. Maffi et d'autres réussirent, trois ans plus tard, à diviser le Partito Comunista Internazionalista pour ensuite

fonder leur organisation (Programma Comunista ensuite appelée Partito Comunista Internazionale – et non Internazionalista). Les points de désaccord politiques et méthodologiques étaient les suivants :

- Caractéristiques de l'impérialisme – le groupe de Bordiga insistait sur le fait que dans certaines zones « arriérées », la lutte nationale faisait encore parti du mouvement anti-impérialiste des « personnes de couleur » comme disait Bordiga.
- Question syndicale – Bordiga insistait sur le fait qu'il était encore possible de gagner de l'influence sur la classe ouvrière à travers la conquête de la direction des syndicats.
- Rapport parti-classe – Bordiga (que l'on doit voir comme un Bordiga différent de celui de 1920) soutenait qu'on ne pouvait parler de classe en l'absence d'un parti politique, détruisant ainsi la distinction de Marx entre classe pour soi et classe en soi. La conséquence de ce point de vue est que le parti à lui seul ferait la révolution – une impossibilité dialectique.
- Bordiga rejetait l'idée que l'URSS soit un capitalisme d'État et donc n'avait pas une position claire par rapport à ce type de société ( en fait Bordiga a avancé différentes opinions pendant tout le reste de sa vie)
- La distorsion finale du marxisme était l'insistance sur le fait que ce dernier serait « invariant » et que la doctrine était identique depuis 1848. Une théorie qui ignore tout ce que le prolétariat avait appris dans son long chemin d'émancipation et qui se place en contraste avec les opinions de Marx et Engels qui plusieurs fois ont critiqué leurs propres formulations à la lumière des expériences prolétariennes.

Le groupe Programma allait ensuite connaître diverses scissions, chaque branche insistant être le vrai parti de classe. Ainsi aujourd'hui en Italie, il y a différents groupes qui s'appellent "Partito Comunista Internazionale", mais un seul Partito Comunista Internazionalista.

Le PCInt, comme le reste du mouvement révolutionnaire, a vu le nombre de ses militants se réduire graduellement dans la période du boum d'après-guerre, qui a stabilisé le capitalisme. Mais à la fin de cette période, Damen note qu'une situation nouvelle était apparue en 1970 et écrit un article qui invite les nouveaux éléments à s'unir au parti. Toutefois, les nouveaux groupes qui apparaissaient, étaient en majorité conseillistes et, en conséquence, avaient peu d'intérêt à s'intéresser à un parti. Ceci était valable aussi pour la Communist Workers' Organization, qui s'était formée en septembre 1975. Il parut dans *Battaglia*, une critique de sa plate-forme que la CWO trouva très fraternelle et convaincante. Mais elle n'était pas encore prête d'accord sur cette question. Le CCI avait dit que le groupe de Battaglia était "bordiguiste" et donc la CWO s'est maintenu très en retrait dans ses rapports. Toutefois, quand le PCInt envoya l'invitation pour les conférences internationales, en 1977, la CWO accepta avec un certain intérêt.

### Les conférences internationales

La CWO avait, de façon autonome, rejoint des positions analogues à celles du PCInt sur les bases économiques de

compréhension de la crise capitaliste. Les deux organisations considéraient que la phase ascendante du cycle d'accumulation de l'après-guerre s'était terminée en 1971, en se basant sur une analyse de la valeur de l'accumulation capitaliste. D'autre part les deux organisations étaient en accord sur la période de transition entre capitalisme et communisme et de plus en plus proches sur la question du parti, sur la base des critiques de la plateforme de la CWO de 1975 faites par le PCInt. Sur toutes les autres questions (libération nationale, syndicats – malgré quelques nuances – décadence, nature de l'URSS, nature de la social démocratie, etc.) les deux organisations partageaient les mêmes positions que celles du CCI. Ce qui émergea de plus en plus clairement des conférences, était une nouvelle différence sur les perspectives et les méthodes et, cela, avec la question clé du parti, aboutit à l'échec de la troisième conférence en 1980.

Les deux premières conférences furent en réalité une lutte entre CCI et PCInt – à la première conférence, la CWO ne fut présente qu'avec des textes, pour des motifs pratiques. Même s'il y eut d'autres groupes présents à la deuxième conférence, les deux protagonistes principaux restèrent les mêmes. La délégation de la CWO retourna de la deuxième conférence en affirmant qu'il s'était agit en grande partie de la répétition de la première et soutenait qu'une troisième centrée sur le débat sur le parti serait la dernière à laquelle elle participerait. En conséquence, la délégation de la CWO à la troisième conférence reçut le mandat de se retirer en l'absence de nouvelle initiative ce que fit aussi, de la même manière, le GCI de Belgique. Le PCInt avait le choix de finir les discussions toujours identiques avec le CCI ou d'essayer de sauver quelque chose des conférences. C'est ainsi qu'on arriva au septième critère sur le parti. A cette époque, le nouveau critère ne pouvait pas être accepté par le CCI car il présentait le rôle du parti comme une sorte de support qui encourageait la classe ouvrière de l'extérieur, tandis que Battaglia affirmait que le parti est une partie de la classe (sa partie la plus consciente), présente physiquement dans la classe avec un rôle organisationnel de guide. Le nouveau critère tentait de différencier les deux positions. En fin de compte, seule la CWO et le PCInt le soutinrent. A l'exception du GCI, les autres groupes

disparurent. Il semble que le CCI était confus sur l'organisation (ils n'étaient pas les seuls) et en fait il subit une scission en 1980 quand les éléments les plus conseillistes s'en allèrent. Le Bureau n'a pas eut de rapports étroits avec ces groupes ex-CCI parce qu'ils représentaient un pas en arrière par rapport au CCI, tant du point de vue organisationnel que politique. Le CCI quand à lui, n'a jamais signalé au Bureau que, avec le départ des éléments les plus conseillistes, il avait fait des pas en avant sur la question du parti.

### Formation du Bureau

En 1982, le PCInt et la CWO tinrent une quatrième conférence avec les étudiants iraniens du SSUCM, qui avaient accepté les sept critères. Cette conférence fut une simple discussion (qui peut difficilement être appelée confrontation étant donné la difficulté à définir le SSUCM), mais elle permit au PCInt et à la CWO de travailler ensemble et cela prépara la voie à la création du Bureau à la fin 1983. Une dernière conférence internationale se tint à Vienne en 1989, sur la crise de l'Europe orientale, avec le GIK (Autriche), l'IRK (Allemagne) et le CCA (Mexique). Le Bureau a modestement cru ensuite avec des noyaux au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et en France.

Nous ne nous considérons pas comme le parti mais nous sommes pour le parti. C'est à dire que nous reconnaissons la nécessité d'un parti international et nous considérons qu'il doit y avoir une préparation politique au préalable, avant que ce parti ne puisse émerger. Nous ne pensons pas être le noyau du futur parti révolutionnaire, nous nous voyons uniquement comme un de ses éléments constitutifs. Nous attendons des luttes de classe futures l'émergence de nouveaux éléments qui se poseront les problèmes de manière nouvelle et nous espérons réussir à établir avec eux des rapports positifs. Nous ne pensons pas être des rivaux du CCI, vu que le CCI a un projet différent (il est déjà une organisation centralisée avec des sections dans plusieurs pays). Nous pensons que cela est prématuré et qu'il doit y avoir un réel développement des mouvements de la classe avant qu'une telle centralisation ne soit nécessaire ou désirable.

C,B,

## Autres adresses des organisations de la TCI Tendance Communiste Internationaliste

### **Partito Comunista Internazionale** (Italie) :

Battaglia Comunista  
CP 1753  
20100 Milano  
batcom@ibrp.org

### **Communist Workers Organisation** (Grande Bretagne) :

CWO  
P.O. Box 338  
S3 9YX Sheffield  
cwo@ibrp.org

### **Gruppe Internationaler SozialistInnen** (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,  
Rungestr. 20,  
10179 Berlin  
Gruppe-Inter-Soz@gmx.net

## Groupe Internationaliste Ouvrier (USA/Canada) :

Au Canada écrire à :

RS

CP 173 Succ. "C"  
Montreal QC  
H2L 4K1

canada@ibrp.org

Aux USA :

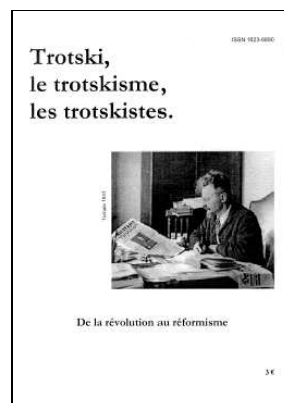
Internationalists Notes

P.O. Box 14173  
Madison, Wisconsin  
WI 53708-0173

usa@ibrp.org

## Autres textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI<sup>e</sup> Congrès du Partito Comunista Internazionale).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.



### *Nos positions de base*

- 1.** Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
- 2.** Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
- 3.** La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
- 4.** La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années '20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
- 5.** Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années '20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.

